

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
30 JUIN 2021
MÉTROPOLE TÉLÉVISION



**S'ÉTONNER,
VIBRER, PARTAGER**



1	PRÉSENTATION DU GROUPE	5	4	RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	30
1.1	Chiffres clés	6	4.1	État du résultat global consolidé	31
1.2	Organigramme	8	4.2	État de la situation financière consolidée	34
1.3	Données sur les principaux marchés et activités du groupe	10	4.3	Tableau de trésorerie consolidé	35
1.4	Autres faits marquants et événements significatifs survenus au 1er semestre 2021	17	4.4	Parties liées	36
1.5	Facteurs de risques et leur gestion	20	4.5	Événements post-clôture	36
1.6	Effectifs	21	5	COMPTES ET ANNEXES 2021	38
2	GOVERNEMENT D'ENTREPRISE	23	5.1	États Financiers consolidés condensés au 30/06/2021	39
2.1	Conseil de Surveillance	24	5.2	Annexe aux comptes consolidés condensés	45
2.2	Directoire	25	6	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	63
3	CAPITAL ET COURS DE BOURSE	27	6.1	Rapport des commissaires aux comptes	64
			6.2	Attestation du responsable	65



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 30 juin 2021

Métropole Télévision

PROFIL

Créé en 1987 autour de la chaîne M6, le Groupe M6 est un groupe plurimédia puissant qui repose sur trois piliers : télévision avec 13 chaînes (dont M6, 2^{ème} chaîne commerciale du marché), radio avec 3 stations (dont RTL, 1^{ère} radio privée de France) et numérique avec plus de 30 médias sur internet (dont applications mobiles et services IPTV).

Fort de ses marques et de ses contenus, le Groupe M6 a progressivement étendu ses activités à travers des diversifications ciblées (production et acquisition de contenus, cinéma, marketing numérique, musique, spectacles...) et des offres innovantes telles que 6play, sa plateforme numérique.

Prenant soin de développer la complémentarité de ses marques et de répondre aux attentes de ses différents publics avec toujours un temps d'avance, le Groupe M6 se positionne comme un éditeur de contenus résolument ancré dans l'ère des nouvelles technologies.



Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 juin 2021, établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF. Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il sera notamment disponible sur le site de notre société www.groupem6.fr.



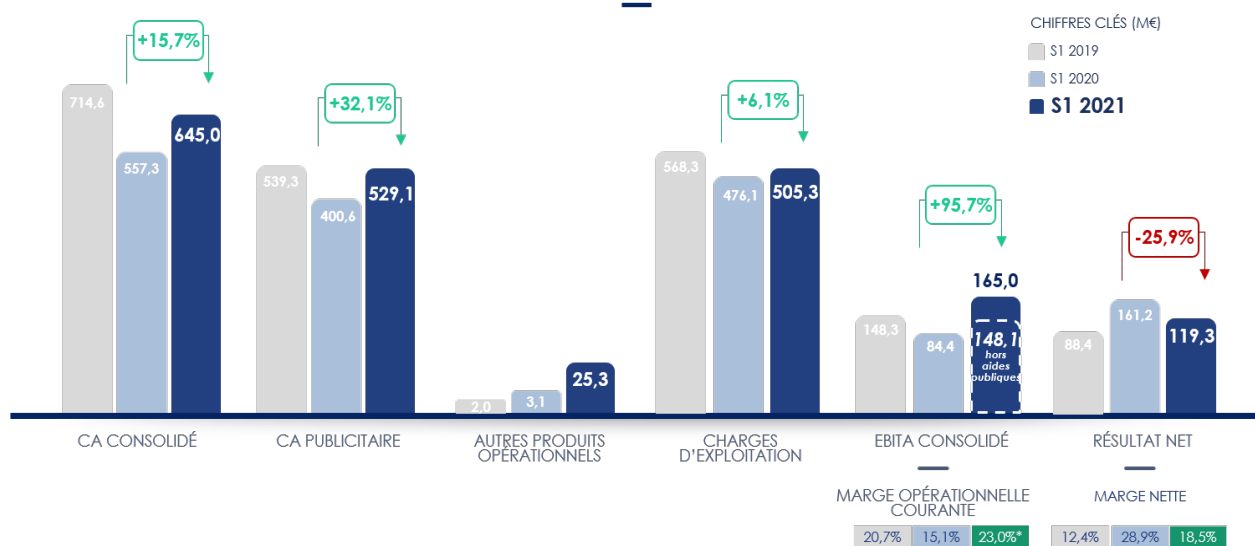
1

PRÉSENTATION DU GROUPE

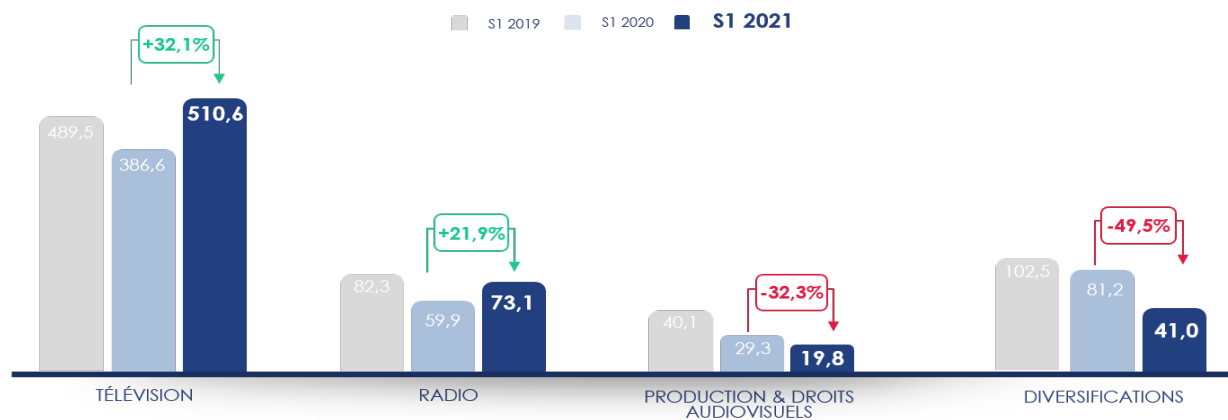
1.1	CHIFFRES CLÉS	6	1.5	FACTEURS DE RISQUES ET LEUR GESTION	20
1.2	ORGANIGRAMME	8	1.5.1	Risques et incertitudes concernant le semestre écoulé	20
1.3	DONNÉES SUR LES PRINCIPAUX MARCHÉS ET ACTIVITÉS DU GROUPE	10	1.5.2	Risques et incertitudes concernant le second semestre	20
1.3.1	Télévision	10	1.6	EFFECTIFS	21
1.3.2	Radio	14	1.6.1	Répartition de l'effectif permanent du Groupe M6 par type de contrat	21
1.3.3	Production et Droits Audiovisuels	15	1.6.2	Répartition des effectifs permanents par pôle	21
1.3.4	Diversifications	16			
1.4	AUTRES FAITS MARQUANTS ET ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU 1ER SEMESTRE 2021	17			

1.1 CHIFFRES CLÉS

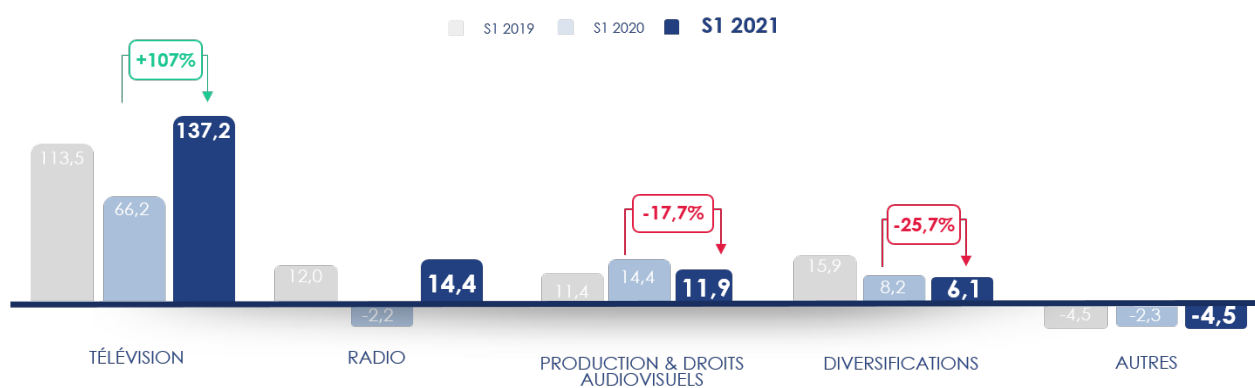
DES RÉSULTATS EN FORTE PROGRESSION



EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT

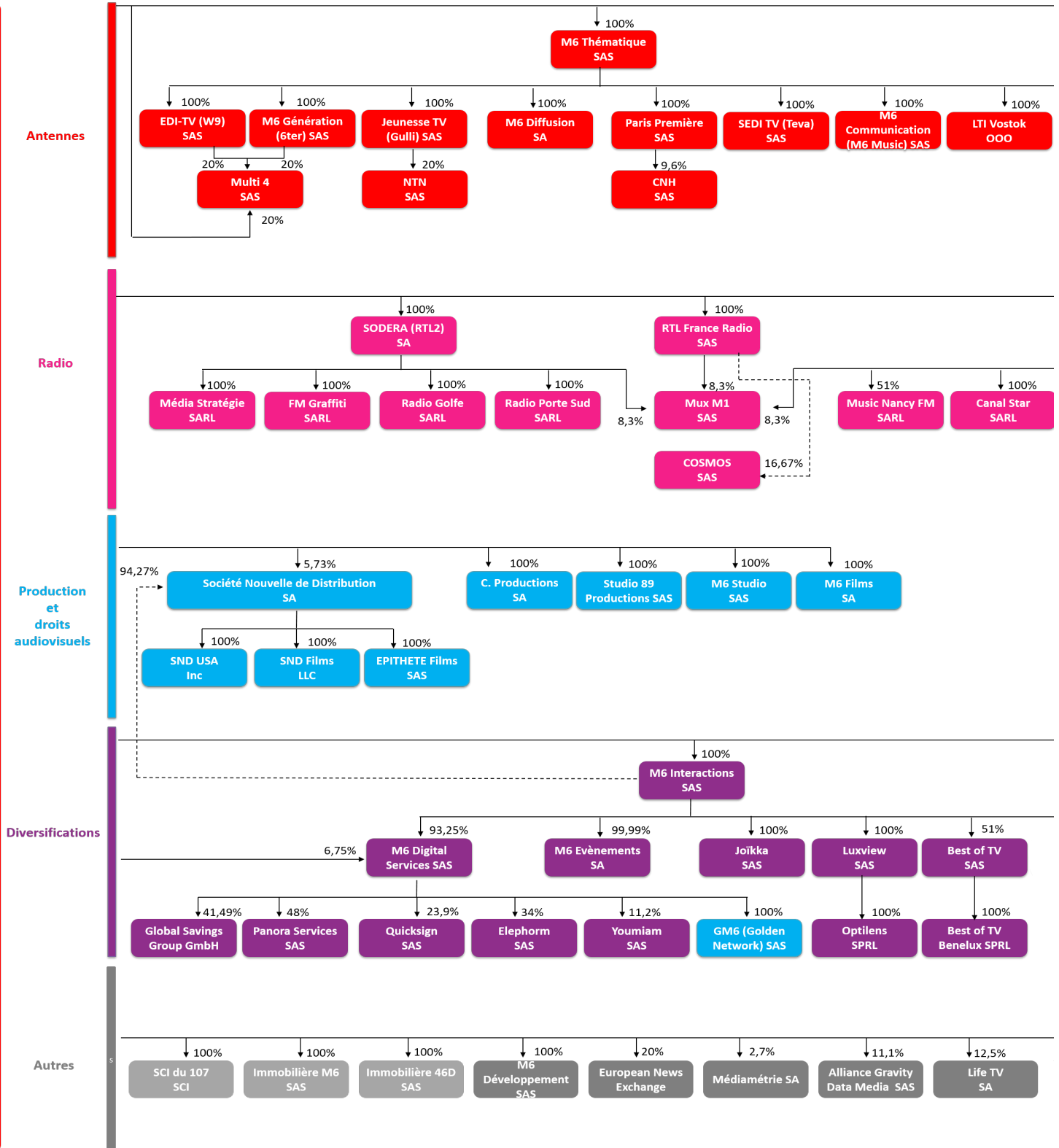


EVOLUTION DE L'EBITA PAR SEGMENT



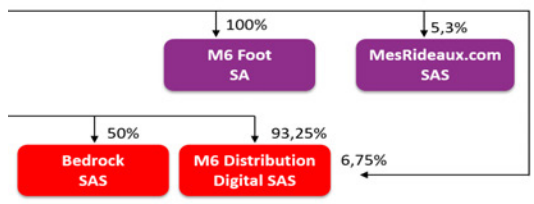
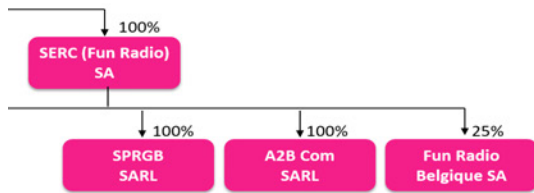
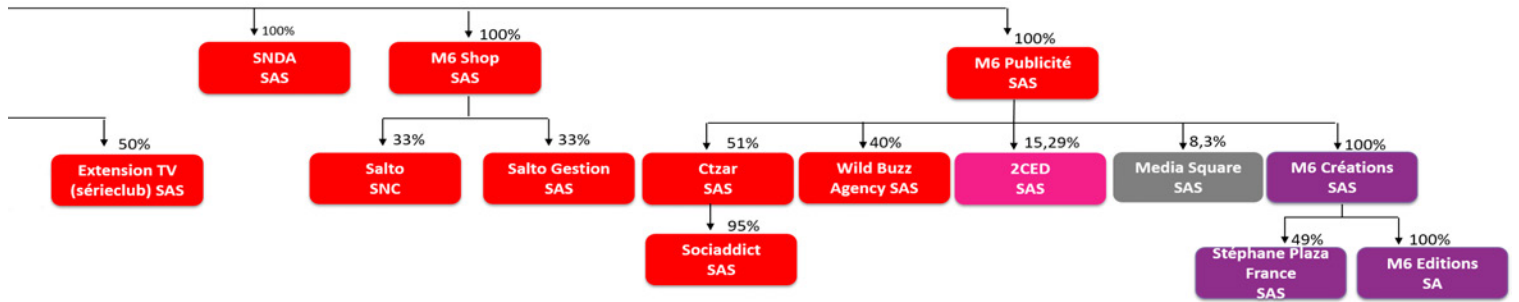
1.2 ORGANIGRAMME

Métropole Télévision SA



Le 16 mars 2021, le Groupe M6 a cédé M6 Hosting au groupe Cyllene, spécialiste français du Cloud Computing et de la transformation numérique.

Par ailleurs, la société Gigasud a été fusionnée dans SERC le 2 février 2021 et Unité 15 Belgique a été liquidée le 31 mars 2021.



1.3 DONNÉES SUR LES PRINCIPAUX MARCHÉS ET ACTIVITÉS DU GROUPE



1.3.1 Télévision

EQUIPEMENT

À la fin du 4^{ème} trimestre 2020, 91,7% des foyers français disposent d'un téléviseur¹. Il reste l'écran le plus répandu dans les foyers, devant l'ordinateur (85,8% des foyers), le smartphone (77,4% des 11 ans et plus) et la tablette (47,6% des foyers). Le nombre moyen d'écrans s'élève à 5,6 écrans par foyer.

Par ailleurs, parmi les foyers équipés d'un téléviseur, 60,5% reçoivent la TNT via l'IPTV (ADSL/Fibre), un chiffre en hausse de 2,1 points sur un an qui permet à ce mode de réception de confirmer sa 1^{ère} position, et 47,4% des foyers reçoivent la télévision par l'antenne râteau. Il faut noter néanmoins que la plateforme TNT constitue toujours l'unique mode de réception pour plus d'un foyer sur cinq équipés en téléviseur.

Enfin, les résultats du 4^{ème} trimestre 2020 mettent en évidence que 81% des foyers équipés TV disposent d'un téléviseur connecté à internet (+2 points en un an). Ils le sont principalement par le biais du décodeur TV des fournisseurs d'accès à internet, dont la télévision de rattrapage est l'usage connecté dominant.

DURÉE D'ÉCOUTE INDIVIDUELLE

Au 1^{er} semestre 2021, la Durée d'Ecoute Individuelle de la Télévision s'est maintenue à un niveau élevé, atteignant 3 heures et 46 minutes, soit une baisse de -10 minutes en un an après le pic historique du 1^{er} confinement, mais une augmentation de +16 minutes par rapport au 1^{er} semestre 2019. La consommation de TV reste également orientée à la hausse auprès de la cible commerciale de référence (FRDA-50), avec une durée d'écoute individuelle qui gagne +4 minutes en 2 ans, à 3 heures et 13 minutes.

1 Source : CSA - Observatoire de l'équipement audiovisuel des foyers, 2nd semestre 2020

AUDIENCES¹

Marché TV

Au 1^{er} semestre 2021, les chaînes historiques gagnent des parts de marché, avec 60,3 % de part d'audience (4 ans et plus) contre 58,7 % au 1^{er} semestre 2020.

Les chaînes de l'offre en clair de la TNT représentent 30,6 % de part d'audience au 1^{er} semestre 2021, contre 31,2 % au 1^{er} semestre 2020, soit une part de marché en baisse sur un an comme celle des chaînes de l'univers payant (9,1% vs. 10,1% au 1^{er} semestre 2020).

Part d'audience nationale 4 ans et plus :

En %	S1 2021	S1 2020	S1 2019	S1 2018	S1 2017	S1 2016
M6	9,4%	8,9%	8,8 %	9,1 %	9,5 %	10,1 %
TF1	19,9%	19,1%	19,4 %	20,1 %	19,9 %	20,8 %
France 2	14,4%	14,1%	13,6 %	13,2 %	12,6 %	13,5 %
France 3	9,1%	9,1%	9,1 %	9,5 %	8,7 %	8,9 %
Canal+	1,2%	1,3%	1,3 %	1,3 %	1,1 %	2,1 %
France 5	3,3%	3,6%	3,7 %	3,6 %	3,7 %	3,4 %
Arte	2,9%	2,8%	2,5 %	2,4 %	2,1 %	2,3 %
TOTAL Part d'audience chaînes historiques	60,3%	58,7%	58,4 %	59,1 %	57,6 %	61,2 %
W9	2,5%	2,7%	2,6 %	2,7 %	2,7 %	2,4 %
TOTAL Part d'audience chaînes de la TNT 1^{ère} génération *	21,1%	21,6%	21,6 %	21,3 %	23,5 %	21,5 %
6ter	1,6%	1,7%	1,8 %	1,6 %	1,6 %	1,3 %
TOTAL Part d'audience chaînes de la TNT 2^{ème} génération	9,5%	9,6%	9,7 %	9,2 %	8,9 %	7,2 %
TOTAL Part d'audience chaînes du câble et du satellite	9,1%	10,1%	10,3 %	10,4 %	10,0 %	10,1 %
TOTAL	100%	100%	100 %	100 %	100 %	100 %

* y compris Franceinfo et LCI depuis 2017

Les chaînes historiques se renforcent nettement auprès de la cible commerciale, gagnant +2,4 points de part d'audience. Cette tendance se fait au détriment des chaînes de la TNT en clair et de celles de l'univers payant qui perdent respectivement -0,6 point et -1,0 point de part d'audience.

Part d'audience nationale FRDA-50 :

En %	S1 2021	S1 2020	S1 2019	S1 2018	S1 2017	S1 2016
M6	15,1%	14,1%	14,3 %	14,6 %	15,2 %	15,8 %
TF1	22,5%	21,5%	22,0 %	22,3 %	21,9 %	22,5 %
France 2	9,4%	8,5%	8,4 %	8,4 %	8,1 %	8,6 %
France 3	3,5%	3,4%	3,5 %	4,2 %	3,5 %	3,7 %
Canal+	1,0%	1,3%	1,1 %	1,0 %	0,8 %	1,9 %
France 5	1,4%	1,8%	1,9 %	2,1 %	2,1 %	2,0 %
Arte	1,1%	1,2%	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %
TOTAL Part d'audience chaînes historiques	54,0%	51,6%	52,2 %	53,6 %	52,4 %	55,4 %
W9	3,9%	3,9%	4,0 %	3,9 %	4,1 %	3,7 %
TOTAL Part d'audience chaînes de la TNT 1^{ère} génération *	25,6%	25,7%	26,0 %	25,6 %	28,2 %	26,4 %
6ter	2,5%	2,8%	2,8 %	2,6 %	2,5 %	2,2 %
TOTAL Part d'audience chaînes de la TNT 2^{ème} génération	9,9%	10,7%	10,3 %	9,6 %	9,1 %	8,1 %
TOTAL Part d'audience chaînes du câble et du satellite	10,5%	12,0%	11,5 %	11,2 %	10,3 %	10,1 %
TOTAL	100%	100%	100 %	100 %	100 %	100 %

* y compris Franceinfo et LCI depuis 2017

Performance d'audience des chaînes du Groupe

Le Groupe M6 n'a jamais été aussi puissant. Au 1^{er} semestre 2021, les 4 chaînes en clair du Groupe atteignent 14,7 % de part d'audience auprès de l'ensemble du public, en hausse de +0,2 point, et 23,1 % auprès des femmes responsables des achats âgées de moins de 50 ans, en progression de +0,6 point. Il s'agit des meilleurs niveaux historiques pour le Groupe.

Ces résultats illustrent la pertinence de la stratégie éditoriale du Groupe autour de programmes familiaux, engagés et fédérateurs tout au long de la journée. Le lancement réussi de nouveautés dans tous les domaines et sa capacité à renouveler ses marques emblématiques lui permettent de se renforcer sur son cœur de métier.

M6

La chaîne M6 devient 3^{ème} chaîne nationale auprès de l'ensemble du public, avec 9,4 % de part d'audience (+0,5 point), et conserve son rang de 2^{ème} chaîne auprès de la cible commerciale, avec une part d'audience de 15,1 % (+1,0 point).

M6 bénéficie de ses bonnes performances sur les créneaux stratégiques de la grille.

En avant-soirée (17h30-21h), sa part d'audience auprès des FRDA-50 progresse de +1,1 point, à 17,3%. *Incrovables transformations*, produit en interne par Studio 89, signe un solide bilan FRDA-50 dans la case de 17h30, avec 16% de part d'audience. A la suite, *La meilleure boulangerie de France* réalise sa meilleure saison historique en audience, avec 2,3 M de téléspectateurs en moyenne chaque soir (16% FRDA-50). Avec 22% de part d'audience auprès de la cible commerciale, *Le 19 45* affiche sa meilleure performance depuis 7 ans. Enfin,

1 Source : Médiamétrie (sauf mention contraire)

Scènes de ménages consolide son statut de fiction quotidienne la plus regardée par l'ensemble du public et les FRDA-50 (4,1 M de téléspectateurs / 20% de part d'audience auprès des FRDA-50).

En soirée, M6 réalise son meilleur S1 depuis 9 ans auprès de la cible commerciale, avec une part d'audience de 18,9% en nette progression (+2,2 points). La chaîne a notamment su renforcer ses grandes marques de divertissement, à l'image de *Top Chef* (meilleure saison historique auprès des FRDA-50 avec 31% de part d'audience), *Mariés au premier regard* (meilleure saison historique auprès des FRDA-50 avec 27% de part d'audience) et *Pékin Express* (2^{ème} meilleure saison historique auprès des FRDA-50 avec 27% de part d'audience).

La chaîne M6 a en outre innové avec succès dans tous les domaines, avec notamment *Lego Masters* (30% FRDA-50), la fiction unitaire française *Apprendre à t'aimer* (33% FRDA-50), la série internationale *Chernobyl* (32% FRDA-50) ou le nouveau programme en direct *Appel à témoins* (25% -50 ans).

Enfin, M6, co-diffuseur officiel en clair de l'Euro 2020, a diffusé 8 matchs de la compétition au mois de juin. Parmi les plus belles affiches, France-Allemagne et Belgique-Portugal ont rassemblé respectivement 15,2 M et 7,8 M de téléspectateurs.

W9

Sur le 1^{er} semestre 2021, W9 se classe 2^{ème} chaîne TNT auprès des FRDA-50 sur l'ensemble de la journée (3,9 % de part d'audience, stable sur un an).

La chaîne propose notamment l'offre de télé-réalité la plus puissante de la télévision, rassemblant chaque avant-soirée un public large et jeune. Produit en interne, *Les Princes et les Princesses de l'Amour* ont enregistré leur meilleure saison historique en audience (0,8 M de téléspectateurs) et auprès de la cible commerciale (7,5% de part d'audience). Marque phare de W9, *Les Marseillais*, avec *Les Marseillais à Dubaï*, a réalisé la meilleure saison historique auprès des FRDA-50 d'une série-réalité sur la chaîne, avec une part d'audience de 9,2%. Le 1^{er} semestre a, en outre, été marqué par le succès de la nouvelle marque, *Objectif reste du monde*, dont la part d'audience a atteint en moyenne 8,7% sur la cible commerciale.

Toujours puissante avec son offre de magazines (*Enquête d'action*, *Enquête criminelle*, *Les routes les plus dangereuses du monde* etc.), W9 a connu également de nombreux succès en fiction. La création française *Escape*, produite en interne, a ainsi rassemblé 1,5 M de téléspectateurs, pour une part d'audience de 12,8% sur la cible commerciale. Les films de cinéma diffusés en soirée ont eux réuni environ 1,0 M de téléspectateurs en moyenne et jusqu'à 2,0 M pour *La chute de Londres*.

Enfin, W9 s'impose comme une référence dans le sport sur la TNT. Diffuseur officiel de l'équipe de France féminine de football, la chaîne a par exemple diffusé France-Allemagne (0,9 M de téléspectateurs) et France-Etats-Unis (0,9 M) au 1^{er} semestre 2021.

6TER

Avec son offre de programmes variée pour l'ensemble de la famille, 6ter conserve sa place de 1^{ère} chaîne TNT nouvelle génération auprès de la cible commerciale. Sa part d'audience atteint 2,5 % (-0,3 point) au 1^{er} semestre 2021.

Le succès de 6ter provient notamment de son offre puissante de fiction en soirée. Le lundi, *Kaamelott* atteint par exemple 3,1% de part d'audience en moyenne auprès des FRDA-50. Le cinéma est aussi performant, à l'image des sagas *Benjamin Gates* (0,9 M de téléspectateurs en moyenne), *L'âge de glace* (0,8 M), *Mission impossible* (0,7 M) et *Pirates des Caraïbes* (0,7 M).

La chaîne se distingue également par le succès de ses productions et magazines. Pour sa première saison, *Les Reines de la route* signe un bon bilan, avec 0,5 M de téléspectateurs et 2,9% de part d'audience FRDA-50 en moyenne sur les épisodes inédits. *Vive le camping* réalise sa meilleure saison auprès des FRDA-50 (2,3% de part d'audience) et *Vous avez un colis* atteint jusqu'à 4,5% de part d'audience sur la cible commerciale.

GULLI

Première chaîne jeunesse auprès des 4-10 ans, Gulli progresse auprès de son public cible. Sa part d'audience atteint ainsi 13,2% au 1^{er} semestre 2021, en nette hausse de +1,5 point sur un an.

En semaine, la chaîne affiche des performances en hausse auprès des 4-10 ans à tous les moments importants de la journée, avec le meilleur de l'animation. Sa part d'audience augmente de +11% avant l'école (6h30-9h), +18% à l'heure du déjeuner (12h-13h30) et +11% en sortie d'école (16h30-19h).

Gulli est en outre net leader national auprès des enfants les matins sans école (de 9h à midi le mercredi-samedi-dimanche), avec le bloc d'animation Gulli Good (22,8% de part d'audience 4-10 ans).

Enfin, Gulli est 3^{ème} chaîne nationale auprès des 4-10 ans en soirée, grâce notamment au large succès des films d'animation : *L'île des miam-nimaux : tempête de boulettes géantes 2* (25,9% de part d'audience auprès des 4-10 ans), *Les Schtroumpfs et le village perdu* (29,0% 4-10 ans) ou encore *Shrek 4 Il était une fin* (22% 4-10 ans).

Chaînes cab-sat

Au 1^{er} semestre 2021, les chaînes payantes du Groupe M6 renforcent leur position parmi les meilleures chaînes de l'univers de la télévision payante¹:

- Avec 12,2 M de téléspectateurs en moyenne chaque mois, Paris Première est la chaîne payante la plus regardée. Elle réalise une performance historique, avec une part d'audience record de 0,7 % auprès de l'ensemble du public. La chaîne s'affiche en outre comme le leader des chaînes payantes auprès des CSP+ avec 0,7 % de part d'audience.
- 3^{ème} chaîne payante la plus regardée avec 8,1 M de téléspectateurs chaque mois, Téva est également leader ex-aequo auprès des femmes de moins de 50 ans avec 0,7 % de part d'audience.

1 Médiamétrie Médiamat Thématik, du 4 janvier au 20 juin 2021

- SérieClub, la chaîne des séries événements, dispose d'une couverture mensuelle de 4,4 M de téléspectateurs.
- Canal J, la chaîne dédiée aux 7-12 ans, et Tiji, la chaîne destinée aux 3-7 ans, rassemblent chacune 2 M de téléspectateurs par mois.
- M6 Music, la chaîne 100% hits, MCM, référence de la Pop Culture et RFM TV, la chaîne du meilleur de la musique, réunissent respectivement 2,4 M, 2,5 M et 2,4 M de téléspectateurs.

6PLAY

Le Groupe a continué de renforcer sa présence numérique au 1^{er} semestre 2021, pour s'adapter aux nouveaux modes de consommation de la télévision.

En poursuivant notamment son développement dans l'AVOD, avec une offre de programmes exclusifs, 6play a accru significativement son attractivité au 1^{er} semestre 2021. La plateforme a en effet enregistré 20 millions d'utilisateurs actifs, contre 17,2 millions au 1^{er} semestre 2020.

Après une année exceptionnelle en raison de la pandémie de Covid-19, le nombre de vidéos vues a atteint 645 millions, en baisse de -10% sur un an. 6play est toutefois parvenu à maintenir le niveau élevé de consommation de contenus, avec 280 millions d'heures visionnées au 1^{er} semestre 2021 (stable sur un an).

MARCHÉ PUBLICITAIRE TV

Pénalisé en début d'année par la poursuite de la crise sanitaire, le marché publicitaire TV s'est redressé au 2^{ème} trimestre, à la faveur d'un effet de base favorable mais surtout de la reprise économique.

Dans ce contexte, qui a également bénéficié de la diffusion de l'Euro 2020 sur les chaînes en clair M6 et TF1, les investissements publicitaires bruts « télévision » (avant remises et dégressifs) sont en croissance de +33,5% au 1^{er} semestre, atteignant 6,7 milliards d'euros.

Sur le semestre, la plupart des secteurs annonceurs voient leurs investissements publicitaires augmenter. Parmi les principaux secteurs, l'Alimentation, la Distribution et les Télécommunications rebondissent fortement, tandis que l'Hygiène-Beauté, l'Automobile-Transport et le Tourisme-Restaurant restent impactés par les effets des restrictions sanitaires sur leurs activités.

Selon les dernières données publiées pour le compte des trois premiers mois de l'année, le marché publicitaire TV français net était en légère hausse de +0,9% en un an¹. Il devrait en revanche afficher une très forte croissance au 2^{ème} trimestre².

PERFORMANCE PUBLICITAIRE DES CHAÎNES DU GROUPE

Stable au 1^{er} trimestre (+0,5% vs. T1 2020), le chiffre d'affaires publicitaire TV du Groupe ressort en hausse de +84,1% par rapport au T2 2020, surperformant le marché et dépassant nettement (+7,5%) son niveau du 2^{ème} trimestre 2019.

Sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2021, la performance publicitaire du pôle TV s'élève à +34,0% par rapport au S1 2020.

1 Baromètre unifié du marché publicitaire, 1^{er} trimestre 2021, France Pub - IREP - Kantar

2 Estimations M6

1.3.2 Radio

EQUIPEMENT

Alors que la radio fête ses 100 ans en 2021 dans un contexte marqué par la crise sanitaire qui affecte les comportements d'écoute, la quasi-totalité des individus possèdent au moins un support permettant d'écouter la radio (99 %). Parmi les supports en partie dédiés à la radio, l'autoradio est le récepteur le plus courant.

AUDIENCES

Marché Radio

Part d'audience historique 13 ans et +¹ :

	S1 2021	S1 2020	S1 2019	S1 2018	S1 2017	S1 2016	S1 2015
EUROPE 1	4,3	4,3	4,2	5,3	6,1	7,0	7,5
FRANCE INTER (radio publique)	13,0	13,0	12,1	11,0	11,2	10,7	9,3
RMC	5,7	6,0	6,2	6,7	6,8	6,1	6,6
RTL	12,3	13,4	12,1	12,9	12,5	12,5	11,8
FRANCE BLEU (radio publique)	5,8	5,5	6,0	6,2	6,1	6,4	6,6
Programmes Généralistes	41,0	42,2	40,7	42,1	42,7	42,6	41,8
CHERIE	2,1	2,5	2,1	2,2	2,7	2,5	2,9
FUN RADIO	2,9	3,0	3,5	3,9	3,9	4,1*	4,1
MOUV (radio publique)	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,2	0,1
M RADIO	0,7	0,6	0,8	0,9	0,6	0,6	0,6
NOSTALGIE	4,2	4,6	4,5	4,8	4,1	4,1	3,8
NRJ	6,3	5,6	6,2	5,8	6,2	7,1	7,3
RADIO NOVA	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6
RFM	2,7	3,0	3,1	3,0	2,9	3,2	3,4
RIRE ET CHANSONS	1,0	1,1	1,3	1,3	1,1	1,1	1,2
RTL2	3,0	2,8	2,9	3,0	2,5	2,7	2,7
SKYROCK	4,1	3,9	3,2	3,5	3,5	3,3	3,3
VIRGIN RADIO	1,8	1,9	2,3	2,6	2,7	2,9	2,3
Programmes Musicaux	29,5	29,9	30,8	31,7	31,0	32,1	32,2
FRANCE INFO (radio publique)	4,4	3,6	3,9	3,6	4,0	3,4	3,1
FRANCE MUSIQUE (radio publique)	1,6	1,6	1,3	1,3	1,1	1,3	1,1
FRANCE CULTURE (radio publique)	2,4	2,3	2,2	1,7	1,7	1,4	1,4
RADIO CLASSIQUE	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,7	1,6
Autres stations Thématiques**	0,3	0,6	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6
Programmes Thématiques	10,5	9,8	9,5	8,8	9,0	8,3	7,8
Couplage Les Indés Radios	11,5	11,3	11,7	11,0	11,1	10,8	11,7
FIP (radio publique)	1,5	1,3	-	-	-	-	-
TSF JAZZ	0,3	0,3	0,5	-	-	-	-
Autres stations Locales ***	2,1	1,9	3,4	3,3	3,0	3,1	3,3
Programmes Locaux	15,4	14,8	15,6	14,3	14,1	13,9	15,0
Autres programmes ****	3,6	3,3	3,4	3,1	3,2	3,1	3,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Recalcul

** BFM Business et RFI-Radio France Internationale

*** autres radios locales non affiliées à un réseau national

**** regroupent les radios étrangères, les autres radios ou non-identifiées, les radios sans statut, les NSP

Performance d'audience des stations du Groupe

Au 1^{er} semestre 2021, le pôle RTL Radio conforte son statut de 1^{er} groupe radio privé de France avec une part d'audience de 18,1% sur les auditeurs âgés de 13 ans et plus, soit une avance de +4,5 points sur son premier challenger privé.

- RTL, 1^{ère} radio privée, réalise une part d'audience de 12,3%. Les Grosses Têtes, l'émission emblématique leader l'après-midi, est également 1^{er} podcast de France, avec près de 13 M d'écoutes et de téléchargements par mois².
- RTL2, qui réalise sa meilleure saison historique, voit sa part d'audience atteindre 3,0% au 1^{er} semestre (+0,2 point sur un an). La station est par ailleurs leader du segment Jeune-Adulte.
- Fun Radio réalise une part d'audience de 2,9%. Bruno dans la radio se classe 2^{ème} matinale musicale de France.

MARCHÉ PUBLICITAIRE RADIO ET PERFORMANCE DES STATIONS DU GROUPE

Comme pour le média TV, le marché publicitaire Radio a rebondi au 1^{er} semestre 2021, bénéficiant d'une base de comparaison favorable et de la relance de l'activité économique, avec la levée progressive des restrictions sanitaires.

Dans ce contexte, les investissements publicitaires bruts « radio » (avant remises et dégressifs) sont en croissance de +21,9% au 1^{er} semestre, atteignant 2,4 milliards d'euros.

Sur le semestre, la plupart des secteurs annonceurs voient leurs investissements publicitaires augmenter. Parmi les principaux secteurs, la Distribution, les Télécommunications et les Services rebondissent fortement, tandis que l'Automobile-Transport, les Etablissements financiers-Assurance et la Culture-Loisirs suivent une tendance plus modérée.

Au 1^{er} semestre 2021, la performance publicitaire des stations RTL, Fun Radio et RTL2 profite de l'amélioration du climat économique. Le chiffre d'affaires du pôle Radio s'inscrit ainsi en hausse de +21,9% par rapport au S1 2020.

1 Source : Médiamétrie 126 000, Lundi - Vendredi, 5 h-24 h

2 Source : Médiamétrie eStat Podcast (juin 2021)

1.3.3 Production et Droits Audiovisuels

PRODUCTION ET DISTRIBUTION CINÉMA

LE MARCHÉ DU CINÉMA EN 2021

Le 1^{er} semestre 2021 a été marqué par la fermeture administrative des salles de cinéma jusqu'au 18 mai 2021 (soit pendant 4 mois et demi), décidée dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Pour rappel, elles étaient restées fermées entre le 15 mars et le 21 juin en 2020 (soit pendant 3 mois).

D'après les dernières données disponibles, la fréquentation des salles est en baisse de - 69,3 % au 1^{er} semestre 2021, à 12,1 millions d'entrées¹.

SND

SND est le fer de lance du Groupe M6 dans l'activité de droits audiovisuels, active sur tous les supports de distribution cinématographique. Ses principales activités sont l'acquisition, la gestion et la distribution de droits d'exploitation d'œuvres audiovisuelles (cinéma, vidéo, cession de droits en faveur des diffuseurs de télévision payante et de télévision en clair, cession de droits à l'international). SND exerce également une activité de production de films de long métrage en propre et détient l'ensemble des catalogues acquis par le Groupe M6.

Dans le contexte de la fermeture des salles de cinéma sur une plus longue période qu'au 1^{er} semestre 2020, les films distribués par SND n'ont cumulé que 0,5 million d'entrées² au 1^{er} semestre 2021, contre 1,6 million d'entrées l'an dernier.

SND a seulement pu sortir 2 films, *Un espion ordinaire* et *Les Bouchetrous*. Sorti le 23 octobre 2020 puis engagé dans la suite de la chronologie des médias (VOD puis TV payante), *Poly* a été mis à la disposition des exploitants pour une reprise en salles à la réouverture.

En l'absence de sorties de films durant la majeure partie du semestre, le line-up VOD n'a pas pu être alimenté par des nouveautés. L'activité VOD s'inscrit ainsi en repli par rapport au 1^{er} semestre 2020, durant lequel la consommation de VOD avait été d'ailleurs particulièrement dynamique.

Surconsommé en 2020 pendant le 1^{er} confinement, le catalogue de films de SND a bénéficié d'une demande toujours forte au 1^{er} semestre 2021, à la fois en interne et en externe.

M6 Films

En raison de la fermeture des salles, aucun film financé par la filiale de production cinématographique n'est sorti en salles au 1^{er} semestre 2021. En revanche, *30 jours max*, sorti le 14 octobre 2020, a fait l'objet d'une reprise d'exploitation à la réouverture des salles le 19 mai 2021.

PRODUCTION TV

C. PRODUCTIONS

Lors du 1^{er} semestre 2021, C Productions a produit les magazines d'information de la chaîne M6, comme *Capital*, *Zone Interdite*, *66 minutes*, *Enquête exclusive*, *Turbo*, *Ça peut vous arriver*, mais aussi d'autres émissions comme *Enquêtes Criminelles* pour W9.

STUDIO 89

Studio 89 Productions, unité des flux interne, développe et produit de nombreux programmes de télé-réalité, fiction, divertissements et magazines pour l'ensemble des chaînes du Groupe.

Au 1^{er} semestre 2021, Studio 89 a notamment produit :

- pour M6 : *Incroyables transformations* et *Mieux chez soi* pour l'avant-soirée de la chaîne, *Top Chef*, *Mariés au premier regard*, *Et si on se rencontrait* et *Cauchemar en Cuisine* pour la soirée ;
- pour les autres chaînes du Groupe : *Les Princes et les Princesses de l'amour*, *Un dîner presque parfait* (W9), *Norbert Commis d'Office* (6ter), *Piquantes* (Téva).

PRODUCTION NUMÉRIQUE

GOLDEN NETWORK

Golden Network est un studio de production nouvelle génération pour les diffuseurs TV & les plateformes numériques.

Capable de créer des contenus forts et adaptés à leurs audiences, Golden Network est un acteur installé dans la production de séries, de fictions unitaires, d'émissions de divertissement et de documentaires pour une dizaine de partenaires diffuseurs.

Au 1^{er} semestre 2021, Golden Network a notamment produit la fiction *Escape* et le divertissement *Les 100 vidéos qui ont fait rire le monde entier*.

¹ Source : CNC

² Source : CBO Box-Office

1.3.4 Diversifications

BEST OF TV

Best of TV est une société (importateur/grossiste) qui propose, en grande distribution, différents produits dont ceux exclusifs du téléachat. Ceux-ci sont accompagnés, en magasin, d'une mise en avant moderne et attractive avec un film de démonstration.

La société est détenue à 51 % par le Groupe M6.

Au 1^{er} semestre 2021, l'activité de Best of TV a de nouveau été perturbée par les fermetures administratives des différents magasins référençant ses produits, dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Toutefois, ces restrictions se sont avérées moins pénalisantes sur la durée que lors du 1^{er} confinement en 2020. La société a, par ailleurs, bénéficié du développement de son activité de ventes de matelas auprès d'une grande enseigne d'aménagement de la maison et de décoration.

INTERNET

Marché de la publicité numérique

Le marché français de la publicité numérique (search, social, display et autres leviers) atteint 3 834 M€¹ de recettes nettes au 1^{er} semestre 2021, en hausse de +42% sur un an.

Au sein de ce marché, la publicité numérique « display » a généré un chiffre d'affaires net de 676 M€, en progression de +43% par rapport au 1^{er} semestre 2020.

M6 Digital Services

M6 Digital Services regroupe les portails thématiques du Groupe M6.

Au 1^{er} semestre 2021, CuisineAZ.com consolide sa position de 2^{ème} acteur de l'univers Cuisine, avec 11,2 millions de visiteurs uniques par mois². De son côté, PasseportSanté.net rassemble 8,4 millions de visiteurs uniques par mois et ressort 4^{ème} site de la catégorie Santé/Bien-être. Turbo.fr atteint 4,4 millions de visiteurs uniques par mois et s'impose comme le 2^{ème} acteur de l'univers automobile.

L'activité publicitaire s'inscrit en hausse au 1^{er} semestre 2021, dans un marché (display classique) en croissance sur la période.

Par ailleurs, M6 Digital Services a poursuivi au 1^{er} semestre 2021 le développement de Croq'Kilos, son offre de coaching minceur par abonnement. Le nombre d'abonnés a ainsi progressé de près de +70% sur un an.

Enfin, au cours du 1^{er} semestre 2021, M6 Digital Services a cédé ses activités d'hébergement et de routage d'emails.

M6 CRÉATIONS

M6 Créations est la filiale qui commercialise les Opérations Spéciales pour la régie publicitaire du Groupe, autour de la marque M6 Unlimited.

À ce titre, elle est organisée autour d'une offre sur-mesure afin de proposer à ses clients davantage de mutualisation entre les différents médias du Groupe (TV, radio, digital).

Au premier semestre, l'activité de M6 Créations a progressé, en lien avec l'amélioration de la tendance publicitaire.

MUSIQUE ET SPECTACLES

Marché de la musique enregistrée

Après 4 ans de croissance, le marché de la musique enregistrée en France est resté stable en 2020, à 781 M€³. L'exploitation numérique, qui représente 61% du marché, a progressé de +18%. À l'inverse, les ventes physiques (24% du marché) ont baissé de -20%, pénalisées par la fermeture des magasins et autres lieux ouverts au public pendant la crise sanitaire.

M6 Interactions

Au 1^{er} semestre 2021, l'activité de M6 Interactions a été pénalisée par les restrictions sanitaires dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19.

Son volet musique a souffert de la fermeture des points de vente de disques. Le semestre a toutefois été marqué par la sortie en co-production du nouvel album de Hoshi. Par ailleurs, M6 Music Label est notamment intervenu en co-exploitation sur les nouveaux opus de Texas, Rag'N'Bone Man et Lilly Wood and The Prick.

Son volet spectacles a, pour sa part, subi la fermeture des salles de spectacle pendant près de cinq mois (vs. trois mois au 1^{er} semestre 2020).

1 Syndicat des Régies Internet, 26^{ème} édition de l'Observatoire de l'e-pub – juillet 2021

2 Source : Médiamétrie (mai 2021)

3 SNEP - Bilan 2020 du marché de la musique enregistrée, mars 2021

1.4 AUTRES FAITS MARQUANTS ET ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU 1^{ER} SEMESTRE 2021

PROJET DE FUSION DES GROUPES M6 ET TF1

Le 17 mai 2021, les groupes TF1, M6, Bouygues et RTL Group ont annoncé avoir conclu des protocoles d'accord d'entrée en négociations exclusives pour fusionner les activités de TF1 et M6 et créer un groupe de médias français d'envergure. Ce nouveau groupe serait bien positionné pour relever les défis résultant de l'accélération de la concurrence des plateformes numériques mondiales, actives sur le marché publicitaire français et dans la production de contenus audiovisuels de qualité.

Un groupe de médias français prêt à relever les nouveaux défis du marché total vidéo

TF1 et M6 sont positionnées sur un marché total vidéo en croissance, dont les contenus de plus en plus riches, originaux et exclusifs stimulent la croissance de long terme des audiences.

Ce marché, où la télévision linéaire reste un média puissant, avec des contenus fédérateurs, connaît une profonde transformation, avec une forte évolution de la consommation vers des contenus en VOD.

La fusion de ces deux acteurs, du savoir-faire de leurs collaborateurs et de leurs marques fortes, permettrait au nouveau groupe d'investir davantage, et d'accélérer l'innovation. Ce projet de fusion est essentiel pour garantir l'indépendance à long terme de la création française de contenu et pour continuer à offrir des contenus locaux diversifiés et de qualité, dans l'intérêt du public.

Un projet industriel ambitieux

Le groupe fusionné poursuivrait un projet industriel ambitieux axé sur cinq priorités clés :

- Renforcer l'offre de contenus français de qualité grâce à un portefeuille de marques fortes et des niveaux d'investissement ambitieux.
- Continuer à garantir l'indépendance, la fiabilité et la qualité de l'information en télévision, en radio et en digital, dans le respect du pluralisme et la préservation de l'identité des antennes.
- Poursuivre le développement d'un pôle de production de contenus locaux et internationaux dans tous les segments des médias, avec l'ambition d'exporter davantage de contenus français.
- Accélérer le développement d'une plateforme nationale performante combinant une offre de rattrapage et de streaming (fondée sur MyTF1 et 6play) et une offre de SVOD.

- Développer des technologies de pointe en streaming (en s'appuyant notamment sur les actifs de TF1 et sur la plateforme Bedrock, détenue conjointement avec RTL Group) et en publicité adressée, pour répondre aux besoins des téléspectateurs et des clients.

Une forte création de valeur pour tous les actionnaires

Le chiffre d'affaires du groupe fusionné s'élèverait à 3,4 Md€ (Pro Forma 2020) avec un Résultat Opération Courant combiné de 461 M€¹ (Pro Forma 2020). Les actionnaires de M6 et TF1 bénéficieraient d'une création de valeur importante.

Le potentiel de synergies (impact EBITA) est estimé dans une fourchette de 250-350M€ annuels à l'issue des 3 premières années d'activité suivant la clôture de la transaction.

La stratégie financière du nouveau groupe offrirait une rémunération attractive pour les actionnaires, couplée à des investissements significatifs en contenus et en technologie. La politique de dividende viserait à distribuer 90% du free cash flow.

Conditions de la transaction

L'opération serait mise en œuvre sur la base d'un ratio d'échange économique global de 2,10 actions TF1 pour chaque action M6 (après distribution d'un dividende extraordinaire de 1,50 € par action aux actionnaires de M6, et distribution de dividendes ordinaires de 1,00 € par action M6 et de 0,45 € par action TF1 en 2022²) :

- Filialisation des activités de M6 autres que celles liées à l'autorisation d'émettre de la chaîne M6 accordée par le CSA au sein d'une nouvelle entité (« M6 Services - Plateforme Media Multicanal »).
- Maintien des activités liées à l'autorisation d'émettre de la chaîne M6 au sein de l'entité juridique actuelle qui resterait cotée, serait renommée « M6 Edition - La chaîne M6 » et bénéficierait de prestations de services de la part de « M6 Services - Plateforme Media Multicanal ».
- Distribution par M6 à ses actionnaires:
 - Des titres « M6 Services - Plateforme Media Multicanal »
 - D'un dividende extraordinaire de 1,50 € par action
- Fusion de « M6 Services - Plateforme Media Multicanal » dans TF1 sur la base d'une parité de fusion reflétant le ratio d'échange économique global de 2,10, ajusté de la valeur des actions de « M6 Edition - La chaîne M6 » conservées par les actionnaires de M6.
- Apport des 48,3% de « M6 Edition - La chaîne M6 » détenus par RTL Group à la nouvelle entité fusionnée, le solde étant détenu par le flottant de M6, conformément à la réglementation française des médias.

1 Correspondant à la somme des Résultats Opérationnels Courants publiés par les 2 groupes

2 Dividendes au titre de l'exercice 2021, sous réserve de l'approbation de leur conseil de surveillance et conseil d'administration et de leurs assemblées générales d'actionnaires

- Acquisition par Bouygues de 11% de l'entité fusionnée auprès de RTL Group, pour un montant de 641 M€ (sur la base d'un prix des actions de 26,30 €, après paiement des dividendes ordinaire et extraordinaire de 1,00 € et 1,50 € respectivement).

Les actionnaires de M6 recevraient ainsi, pour chacune de leur action:

1. Un dividende ordinaire de 1,00 € par action
2. Un dividende extraordinaire de 1,50 € par action
3. 1 action de « M6 Edition - La chaîne M6 »
4. Un nombre d'actions de l'entité fusionnée reflétant le ratio d'échange économique global de 2,10, ajusté de la valeur des actions conservées de « M6 Edition - La chaîne M6 »

A l'issue de cette transaction, Bouygues détiendrait environ 30% de l'entité fusionnée dont il serait l'actionnaire de contrôle exclusif, au sein d'un concert avec RTL Group, second actionnaire avec 16%. Le flottant détiendrait 54% du nouveau groupe, dont environ 29% pour le flottant actuel de M6 et environ 25% pour le flottant actuel de TF1.

Gouvernance et management

Le Conseil d'administration du groupe fusionné serait composé de 12 membres dont 4 administrateurs désignés par Bouygues, 2 administrateurs désignés par RTL Group, 3 administrateurs indépendants, 2 administrateurs représentant les salariés et 1 administrateur représentant les salariés actionnaires.

Au jour de la réalisation de l'opération, la direction du groupe fusionné comprendra des membres des équipes de direction actuelles de M6 et de TF1. Nicolas de Tavernost sera proposé comme Président Directeur Général du nouvel ensemble fusionné.

Une nouvelle dénomination sociale reflétant la richesse des activités du nouveau groupe fusionné serait déterminée. Ce dernier aurait son siège social en France et serait coté sur Euronext Paris.

Un pacte d'actionnaires serait conclu entre Bouygues et RTL Group et ferait l'objet de déclarations usuelles auprès de l'Autorité des marchés financiers en temps utiles. Il serait également prévu d'introduire au sein du nouveau groupe fusionné des droits de vote doubles pour les actionnaires inscrits au nominatif.

Le pacte prévoira une représentation des parties au sein des instances de gouvernance, une obligation de concertation entre les parties et des droits de protection d'actionnaires minoritaires au bénéfice de RTL Group assurant la prédominance de Bouygues.

Le pacte prévoira par ailleurs un certain nombre de restrictions usuelles s'agissant des transferts de titres ainsi qu'un droit de première offre au bénéfice de Bouygues sur 5% du capital de l'entité combinée exerçable lors de la première cession de titres par RTL Group.

Conditions et calendrier

Les procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel des sociétés concernées ont été engagées conformément à la législation en vigueur et les instances des deux groupes ont remis un avis favorable le 24 juin 2021.

La réalisation de l'opération est soumise aux conditions suspensives habituelles en la matière, en particulier l'autorisation de l'Autorité de la Concurrence et celle du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. L'opération donnerait par ailleurs lieu à une demande de dérogations au dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique (notamment sur le fondement des dispositions de l'article 234-9, 4° du règlement général -cumul d'un apport ou d'une fusion soumis à l'assemblée générale des actionnaires et conclusion entre les actionnaires des sociétés concernées d'un accord constitutif d'une action de concert) auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, étant précisé que l'article 39 V de la loi de 1986 relative à la liberté de communication prévoit que le franchissement d'un seuil d'offre publique obligatoire n'entraîne l'obligation de déposer un projet d'offre publique qu'à hauteur de la quotité de capital ou de droits de vote lui permettant d'atteindre la limite de 49% du capital et des droits de vote.

La réalisation définitive de l'opération pourrait intervenir d'ici la fin de l'année 2022, restant conditionnée à l'approbation des actionnaires de M6 et de TF1 réunis en assemblées générales extraordinaires auxquelles seraient notamment soumis les rapports des commissaires à la fusion et aux apports nommés pour les besoins de l'opération.

PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

Concernant les principales procédures judiciaires et d'arbitrage mentionnées dans le document d'enregistrement universel 2020, les faits suivants sont à noter :

Néant

ENVIRONNEMENT LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Transposition de la directive "Services de Médias Audiovisuels"

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 ayant interrompu les travaux parlementaires sur le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique, le gouvernement a décidé de prendre plusieurs mesures figurant dans ce texte par ordonnances et décrets. Dans ce cadre, le gouvernement a pris l'ordonnance n° 2020-1642 du 21 décembre 2020 qui modifie la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986. En application de cette ordonnance, le décret du 22 juin 2021 relatif aux services de médias audiovisuels à la demande modifie le régime d'obligations des services de médias audiovisuels à la demande. Il impose notamment des obligations de financement de la création aux services ciblant la France depuis un autre pays membre de l'Union européenne.

Le Groupe participe activement aux travaux du gouvernement sur la révision des deux autres décrets "production" visant les chaînes de télévision diffusées par voie hertzienne terrestre d'une part, et les chaînes de télévision n'utilisant pas les fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel d'autre part.

L'ordonnance du 21 décembre 2020 prévoit en outre la conclusion d'un nouvel accord interprofessionnel sur la chronologie des médias. Les négociations, auxquels le Groupe participe également, sont toujours en cours.

Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique

Le projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique actuellement en fin d'examen au Parlement reprend en partie d'autres dispositions du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique dont l'examen avait été interrompu par la crise sanitaire en 2020. A l'issue d'une première lecture à l'Assemblée nationale puis au Sénat, un texte de compromis a été adopté en commission mixte paritaire et doit à présent être approuvé par les deux chambres. Il prévoit notamment :

- un renforcement des mesures relatives à la lutte contre le piratage ;
- la fusion du CSA et de la HADOPI au sein de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) ;
- une révision du régime d'obligations d'investissement en production, notamment en production indépendante, ainsi que du régime de sanction en cas de non-respect de ces obligations ;
- un dispositif nouveau de protection des catalogues d'œuvres audiovisuelles.

Autres évolutions législatives et réglementaires

Les conclusions de la Convention Citoyenne pour le climat publiées en juin 2020 ont abouti à 146 mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990). Ces mesures ont été formalisées dans le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. A l'issue d'une première lecture à l'Assemblée nationale puis au Sénat, un texte de compromis a été adopté en commission mixte paritaire. Celui-ci est en cours d'examen à l'Assemblée nationale. Il prévoit pour les éditeurs un dispositif de corégulation avec un « code de bonnes conduites » sous l'égide du CSA, et une mesure d'interdiction publicitaire pour les énergies fossiles.

Par ailleurs, plusieurs décrets d'application de la loi du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 ont été publiés au cours du semestre :

- Le décret n° 2020-1835 du 10 avril 2020 publié le 11 avril 2021, met en place un soutien spécifique à la diffusion hertzienne et numérique des radios privées (et des télévisions locales présentes en métropole et en outre-mer), dont les revenus, notamment publicitaires, ont été particulièrement affectés par la crise liée à la covid-19.
- Le décret n° 2021-764 du 15 juin 2021 précise les modalités d'application du crédit d'impôt exceptionnel pour les éditeurs de services de télévision, de radio ou de médias audiovisuels à la demande ayant subi une baisse significative de leur chiffre d'affaires pendant la crise sanitaire.

Autorisation d'usage de fréquences en clair

La chaîne 6ter a été autorisée le 3 juillet 2012 (appel aux candidatures du 18 octobre 2011) dans le cadre du régime fixé par l'article 30-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, pour dix ans à compter du 12 décembre 2012 (soit jusqu'en 2022). Par une décision en date du 2 juin 2021, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a décidé d'instruire la reconduction de l'autorisation de la chaîne 6ter hors appel aux candidatures, dans les conditions prévues à l'article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 et 6ter a été auditionnée publiquement le 28 juin 2021.

1.5 FACTEURS DE RISQUES ET LEUR GESTION

1.5.1 Risques et incertitudes concernant le semestre écoulé

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis le Groupe sont détaillés dans le Document d'enregistrement universel 2020 enregistré auprès de l'AMF en date du 24 mars 2021 et disponible sur le site www.amf-france.org ainsi que sur le site de la société www.groupem6.fr.

Les risques jugés significatifs et spécifiques au Groupe M6 sont exposés dans le chapitre relatif aux facteurs de risques :

- Risque lié à la baisse des audiences
- Risque d'augmentation du coût des programmes
- Risque lié à la sensibilité à la conjoncture économique
- Risque lié à la baisse des revenus de distribution
- Risques liés à l'interruption du signal des chaînes TV et stations radio du Groupe
- Risques liés aux systèmes d'information
- Risque lié aux autorisations d'émettre
- Risques liés aux évolutions législatives et réglementaires

Le 1^{er} semestre 2021 a été marqué par la poursuite de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 et ses conséquences sur l'environnement économique. Dans ce contexte, les risques exposés dans le Document d'enregistrement universel 2020 restent valables et leur description n'est pas modifiée. Il y figure notamment celle de la forte sensibilité du Groupe à la conjoncture économique et à la consommation des ménages.

Par ailleurs, les risques financiers résultant des affaires en cours ont été estimés prudemment et provisionnés si nécessaire dans les comptes du Groupe.

À la connaissance de la société, aucun autre événement significatif n'est intervenu au 1^{er} semestre 2021, susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

1.5.2 Risques et incertitudes concernant le second semestre

Dans un contexte de rebond économique consécutif à la fin du confinement et à l'arrêt progressif des mesures de restriction sanitaire, le Groupe mettra tout en oeuvre pour profiter de l'éventuelle poursuite de la relance du marché publicitaire, grâce notamment à une offre de programmes compétitive. Il poursuivra néanmoins ses efforts en matière de gestion des coûts.

En outre, les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité, dont les principes généraux sont détaillés en note 4 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés.

Le Groupe souhaite donc rappeler que, compte tenu de la saisonnalité traditionnelle de ses activités et des incertitudes liées au contexte économique actuel, le niveau de résultat opérationnel courant au 30 juin 2021 ne peut servir de base d'extrapolation pour ce même indicateur sur l'ensemble de l'exercice.

1.6 EFFECTIFS

1.6.1 Répartition de l'effectif permanent du Groupe M6 par type de contrat

	31 décembre 2020	30 juin 2021
CDI	1 707	1 680
CDD	197	200
TOTAL PERMANENTS	1 904	1 880

Au 30 juin 2021, l'effectif total du Groupe M6 s'élève à 1 880 collaborateurs permanents, contre 1 904 au 31 décembre 2020, dont 1 680 CDI contre 1 707 à fin décembre, la baisse étant principalement liée à la cession de la société M6 Hosting.

1.6.2 Répartition des effectifs permanents par pôle

	31 décembre 2020	30 juin 2021
Pôle TV	1 284	1 282
Pôle Radio	382	381
Pôle Production & Droits audiovisuels	92	93
Pôle Diversifications	146	124
TOTAL	1 904	1 880

Par rapport au 31 décembre 2020 :

- Les effectifs des pôles TV, Radio et Production & Droits audiovisuels sont stables.
- La baisse des effectifs du Pôle Diversifications (-22 permanents) s'explique par la cession de la société M6 Hosting et par l'arrêt de l'activité de "Routage Emailing" de M6 Digital Services.



2

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

2.1	CONSEIL DE SURVEILLANCE	24	2.2	DIRECTOIRE	25
2.1.1	Comité des Rémunérations et des Nominations	24			
2.1.2	Comité d'Audit	24			
2.1.3	Comité stratégique	24			
2.1.4	Comité RSE	24			
2.1.5	Comité ad hoc	24			

2.1 CONSEIL DE SURVEILLANCE

À la date d'établissement du présent document, le Conseil de Surveillance de Métropole Télévision est composé de neuf membres, dont un administrateur représentant les salariés.

Les membres du Conseil de Surveillance sont les suivants :

- **Elmar Heggen**, Président,
- **Marie Cheval**, Vice-Présidente, membre indépendant,
- **Björn Bauer**,
- **Sophie de Bourgues**, membre représentant les salariés,
- **Philippe Delusinne**,
- **Siska Ghesquiere**,

- **Nicolas Houzé**, membre indépendant,
- **Jennifer Mullin**,
- **Mouna Sepehri**, membre indépendant.

Le Conseil de Surveillance est composé à 38 % de membres indépendants et à 50 % de femmes¹, plaçant le Groupe en situation de respect du Code AFEP-MEDEF et des dispositions relatives à la « représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle » prévues par l'article L.225-69-1 du Code de commerce.

2.1.1 Comité des Rémunérations et des Nominations

À la date d'établissement du présent document, les membres du Comité des Rémunérations et des Nominations sont les suivants :

- Marie Cheval, Présidente du Comité,
- Sophie de Bourgues,
- Elmar Heggen,
- Nicolas Houzé.

2.1.2 Comité d'Audit

À la date d'établissement du présent document, les membres du Comité d'Audit sont les suivants :

- Nicolas Houzé, Président du Comité,
- Björn Bauer,
- Mouna Sepehri.

2.1.3 Comité stratégique

À la date d'établissement du présent document, les membres du Comité stratégique sont les suivants :

- Marie Cheval,
- Elmar Heggen,
- Nicolas Houzé,
- Mouna Sepehri.

2.1.4 Comité RSE

À la date d'établissement du présent document, les membres du Comité RSE sont les suivants :

- Sophie de Bourgues,
- Marie Cheval,
- Elmar Heggen,
- Mouna Sepehri.

2.1.5 Comité ad hoc

A l'occasion du projet de cession du contrôle de Métropole Télévision par RTL Group, le Conseil de Surveillance a décidé le 22 mars 2021 de constituer un comité ad hoc composé de ses seuls membres indépendants (Marie Cheval, Mouna Sepehri et Nicolas Houzé) et présidé par Marie Cheval.

Chargé d'examiner les différents projets présentés par RTL Group, ce comité s'est réuni 9 fois.

A l'issue de ses travaux, le comité ad hoc a recommandé au Conseil de Surveillance de rendre un avis favorable au projet de fusion des Groupes M6 et TF1.

¹ Le membre du Conseil représentant les salariés n'est pas comptabilisé dans le calcul de ces deux proportions

2.2 DIRECTOIRE

Le Directoire du Groupe M6 est composé de 5 membres :

- **Nicolas de Tavernost**, Président,
- **Thomas Valentin**, Vice-Président en charge des Antennes et des Contenus,
- **Régis Ravanos**, Membre en charge des antennes Radio, de la Musique et des Spectacles,
- **Jérôme Lefébure**, Membre en charge de la Finance et des métiers de Support,
- **David Larramendy**, Membre en charge des activités commerciales.



3

CAPITAL ET COURS DE BOURSE

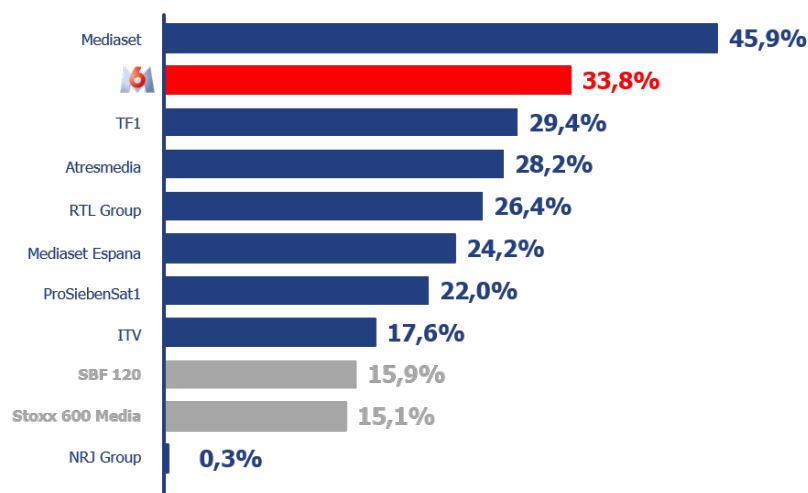
Présentation du titre M6

Marché réglementé	Euronext - compartiment A (sociétés dont la capitalisation boursière moyenne est supérieure à 1 milliard d'euros)
Indices	CAC Mid 60, SBF 120, CAC Mid & Small, CAC All-Tradable, CAC All-Shares, CAC Consumer Discretionary
Code ISIN	FR0000053225
MNEMO	MMT
Cours de l'action M6 à l'ouverture le 4 janvier 2021	13,28 €
Cours de l'action M6 à la clôture le 30 juin 2021	17,74 €
Plus bas en clôture du 1 ^{er} semestre 2021	13,16 € le 5 janvier
Plus haut en clôture du 1 ^{er} semestre 2021	19,28 € le 12 mars
Performance de l'action M6 au 1 ^{er} semestre 2021	+ 33,8% ⁽¹⁾
Performance du SBF 120 au 1 ^{er} semestre 2021	+ 15,9% ⁽¹⁾
Performance du Stoxx Europe 600 Media ⁽²⁾ au 1 ^{er} semestre 2021	+ 15,1% ⁽¹⁾
Capitalisation boursière de M6 au 30 juin 2021	2 242,6 millions d'euros
Échanges moyens quotidiens sur Euronext - action M6	197 360 titres au 1 ^{er} semestre 2021 (contre 115 359 au 1 ^{er} semestre 2020)

⁽¹⁾ Évolution calculée sur la base du dernier cours coté de l'année 2020 et du dernier cours coté du 1^{er} semestre 2021

⁽²⁾ Indice de référence des valeurs média européennes

Évolution boursière comparée du titre M6, des actions de ses pairs européens et des indices SBF 120 et Stoxx Europe 600 Media entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2021 :



Les marchés financiers internationaux ont continué de se redresser au 1^{er} semestre 2021, dans un contexte toujours marqué par l'épidémie de Covid-19. Toujours assurés des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et des plans de relance budgétaire des gouvernements, ils ont bénéficié des espoirs de reprise économique portés par le succès des campagnes de vaccination et la levée progressive des restrictions sanitaires. Dans ce contexte, le CAC 40, indice de référence de la Bourse de Paris, s'inscrit en hausse de +15,9% sur les six premiers mois de l'année. Il a notamment atteint son plus haut niveau en clôture depuis juin 2000, à 6 666,26 points.

Dans ces conditions de marché favorables, les valeurs TV ont profité des perspectives positives du marché publicitaire TV, avec la réouverture des économies. Les rumeurs de consolidation du secteur, sous l'impulsion du projet de changement d'actionnaire de contrôle de M6, ont également entretenu la dynamique de marché. Le titre M6 progresse ainsi de +33,8% au 1^{er} semestre 2021.



4

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

4.1	ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	31	4.3	TABLEAU DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	35
4.1.1	Présentation synthétique	31	4.4	PARTIES LIÉES	36
4.1.2	La télévision	32	4.5	ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE	36
4.1.3	La radio	32			
4.1.4	La production et les droits audiovisuels	33			
4.1.5	Les diversifications	33			
4.2	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	34			

4.1 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

4.1.1 Présentation synthétique

	30/06/2021	30/06/2020 retraité ⁽¹⁾	Variation 2021/2020 (M€)	30/06/2019	Variation 2021/2019 (M€)
CHIFFRE D'AFFAIRES	645,0	557,3	87,6	714,6	(69,6)
Revenus publicitaires Groupe	529,0	400,6	128,5	539,3	(10,3)
- dont revenus publicitaires TV	453,7	338,6	115,1	454,3	(0,6)
- dont autres revenus publicitaires	75,3	62,0	13,3	85,0	(9,7)
Revenus non publicitaires Groupe	115,9	156,7	(40,8)	175,3	(59,4)
Autres produits opérationnels	25,3	3,1	22,2	2,0	23,4
TOTAL DES PRODUITS OPÉRATIONNELS	670,3	560,5	109,8	716,5	(46,2)
Consommations et autres charges opérationnelles	(317,1)	(293,0)	(24,1)	(338,6)	21,5
Charges de personnel (yc participation)	(124,6)	(122,1)	(2,5)	(138,4)	13,9
Impôts, taxes, versements assimilés	(25,8)	(20,7)	(5,1)	(35,5)	9,7
Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises)	(37,8)	(40,3)	2,6	(55,8)	18,0
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT [EBITA]¹	165,0	84,4	80,7	148,3	16,8
Plus-values sur cessions de participations	3,2	120,9	(117,8)	0,4	2,8
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises	(3,3)	(7,6)	4,3	(6,5)	3,2
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL [EBIT]	164,9	197,7	(32,8)	142,2	22,8
RÉSULTAT FINANCIER	(1,1)	(2,4)	1,2	(2,8)	1,6
Part du résultat dans les coentreprises et les entreprises associées	(17,4)	(3,0)	(14,3)	3,1	(20,4)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	146,4	192,3	(45,9)	142,5	3,9
Impôt sur le résultat	(27,1)	(31,2)	4,1	(53,8)	26,7
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	119,3	161,2	(41,8)	88,7	30,6
Profit ou perte après impôt des activités cédées	-	-	-	(0,3)	0,3
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	119,3	161,2	(41,8)	88,4	31,0
Attribuable au Groupe	119,2	161,2	(42,0)	88,4	30,8
Attribuable aux Intérêts non-contrôlants	0,2	-	0,2	-	0,2
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE AVANT PLUS-VALUES SUR CESSIIONS DE PARTICIPATIONS	116,3	41,3	75,0	88,0	28,3

⁽¹⁾ Le compte de résultat consolidé publié au 30 juin 2020 a été retraité pour tenir compte de l'affectation définitive du prix d'acquisition du Pôle Jeunesse TV. Les impacts sur les comptes consolidés au 30 juin 2020 sont détaillés en note 5 - Regroupements d'entreprises / Evolution du périmètre de consolidation de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 1^{er} semestre de l'exercice 2021, le Groupe M6 enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 645,0 M€, en hausse de +15,7% (+87,6 M€) par rapport au S1 2020.

Les recettes publicitaires plurimedia progressent de +32,1% (+128,5 M€) et se rapprochent de leur niveau d'avant-crise. Après un début d'année difficile, marqué par la poursuite de la crise sanitaire, elles ont bénéficié d'un effet de base favorable à partir de la mi-mars (début du 1^{er} confinement 2020) et de la reprise de la consommation des ménages.

Retraités des effets périmètre, les revenus non-publicitaires sont en progression de +3,1% (+3,5 M€).

Le résultat opérationnel courant (EBITA) consolidé atteint 165,0 M€, en progression de +80,7 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2020, reflétant essentiellement la hausse des revenus publicitaires. Il intègre en outre l'impact de la comptabilisation d'aides publiques exceptionnelles à hauteur de 16,9 M€. Hors éléments non récurrents, l'EBITA du Groupe M6 retrouve son niveau du 1^{er} semestre 2019 (148,1 M€ vs. 148,3 M€).

La marge opérationnelle s'élève à 23,0%, hors aides publiques, contre 15,1% au 1^{er} semestre 2020 et 20,7% au S1 2019. Cette amélioration reflète la flexibilité du Groupe dans la gestion de ses coûts de programmes, malgré le surcoût de l'Euro 2020, et de ses autres coûts.

Le 1^{er} semestre a par ailleurs été marqué par le renforcement des investissements du Groupe dans les technologies de streaming, qui explique le recul du résultat des sociétés mises en équivalence. Les pertes de Salto (offre de SVOD) et Bedrock (développement de plateformes techniques de streaming) sont en partie compensées par la contribution positive de Stéphane Plaza Immobilier (réseau d'agences immobilières).

La charge d'impôts du semestre bénéficie d'une liquidation favorable au titre de l'exercice 2020 et le résultat net de la période s'établit ainsi à 119,3 M€, contre 161,2 M€ au 1^{er} semestre 2020, au cours duquel 119,6 M€ de plus-values avaient été comptabilisées au titre de l'apport-cession d'iGraal à Global Savings Group et de l'ouverture du capital de Bedrock.

1 L'EBITA est également qualifié de résultat opérationnel courant et se définit comme le résultat opérationnel (ou EBIT) avant prise en compte des produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises et des plus-values sur cessions de filiales.

Par segment, les évolutions sont les suivantes :

En M€	1 ^{er} trimestre			2 ^{ème} trimestre			1 ^{er} semestre		
	2021	2020	%	2021	2020	%	2021	2020	%
TV	232,2	228,9	+1,4 %	278,4	157,7	+76,6 %	510,6	386,6	+32,1 %
Radio	34,2	31,5	+8,8 %	38,8	28,4	+36,5 %	73,1	59,9	+21,9 %
Production & Droits audiovisuels	9,6	15,9	-39,5 %	10,2	13,4	-23,9 %	19,8	29,3	-32,3 %
Diversifications	20,3	44,9	-54,8 %	20,7	36,3	-42,9 %	41,0	81,2	-49,5 %
Autres CA	0,2	0,2	n.a	0,3	0,2	n.a	0,5	0,4	n.a
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	296,6	321,3	-7,7 %	348,4	236,0	+47,6 %	645,0	557,3	+15,7 %
TV							137,2	66,2	+107,0 %
Radio							14,4	-2,2	n.a
Production & Droits audiovisuels							11,9	14,4	-17,7 %
Diversifications							6,1	8,2	-25,7 %
Résultats non affectés							-4,5	-2,4	n.a
Résultat opérationnel courant consolidé (EBITA)	64,3	45,6	+41,1%	100,8	38,8	+159,7%	165,0	84,4	+95,7 %
Marge opérationnelle	21,7 %	14,2 %		28,9 %	16,4 %		25,6 %	15,1 %	

4.1.2 La télévision

En M€	30/06/2021			30/06/2020			Variation 2021/2020		
	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)
	TV	518,2	510,6	137,2	392,8	386,6	66,2	125,5	124,0

Pénalisé en début d'année par la poursuite de la crise sanitaire, le marché publicitaire TV s'est redressé au 2^{ème} trimestre, à la faveur d'un effet de base favorable mais surtout de la relance de l'économie. Dans ce contexte, stimulé également par la diffusion de l'Euro 2020 de football sur la chaîne M6, le chiffre d'affaires publicitaire TV du Groupe ressort en hausse de +84,1% par rapport au T2 2020, surperformant le marché et dépassant nettement (+7,5%) son niveau du 2^{ème} trimestre 2019.

Sur l'ensemble du 1^{er} semestre, la performance publicitaire du pôle TV s'élève à +34,0% par rapport au S1 2020.

Le coût de grille TV atteint 237,1 M€, contre 192,8 M€ au 1^{er} semestre 2020. Tout en poursuivant une gestion optimisée de ses différentes grilles, le Groupe a repris ses investissements dans les programmes, avec notamment la diffusion de l'Euro 2020 de football et de nombreux programmes inédits au deuxième trimestre.

L'activité TV contribue ainsi pour 137,2 M€ à l'EBITA consolidé, contre 66,2 M€ au 1^{er} semestre 2020, bénéficiant du crédit d'impôt audiovisuel à hauteur de 13,4 M€.

La marge opérationnelle courante du cœur de métier du Groupe s'établit ainsi à 24,2% hors crédit d'impôt (contre 17,1% au S1 2020 et 23,2% au S1 2019).

4.1.3 La radio

En M€	30/06/2021			30/06/2020			Variation 2021/2020		
	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)
	RADIO	74,2	73,1	14,4	60,3	59,9	(2,2)	13,9	13,1

Sur les six premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de la Radio s'élève à 73,1 M€, en progression de +21,9% par rapport au S1 2020, portée par la reprise de l'activité publicitaire.

L'EBITA atteint 14,4 M€, contre -2,2 M€ au 1^{er} semestre 2020, reflétant essentiellement la hausse du chiffre d'affaires et incluant également 3,4 M€ au titre des aides publiques (crédit d'impôt audiovisuel + subvention d'aide à la diffusion).

4.1.4 La production et les droits audiovisuels

En M€	30/06/2021			30/06/2020			Variation 2021/2020		
	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)
	PRODUCTION & DROITS AUDIOVISUELS	66,6	19,8	11,9	70,9	29,3	14,4	(4,2)	(9,5)

Au 1^{er} semestre 2021, le chiffre d'affaires de l'activité Production et Droits audiovisuels s'élève à 19,8 M€, en baisse de -32,3%, essentiellement en raison de la fermeture administrative des salles de cinéma jusqu'au 18 mai 2021, contre seulement 3 mois en 2020. Les films distribués par SND n'atteignent ainsi que 0,5 M d'entrées au 1^{er} semestre 2021⁹, contre 1,6 M sur la même période l'an dernier.

L'EBITA du pôle s'établit ainsi à 11,9 M€, contre 14,4 M€ au 1^{er} semestre 2020.

4.1.5 Les diversifications

En M€	30/06/2021			30/06/2020			Variation 2021/2020		
	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total (social)	Chiffre d'affaires hors Groupe (consolidé)	Résultat opérationnel courant (EBITA)
	DIVERSIFICATIONS	41,2	41,0	6,1	81,4	81,2	8,2	(40,2)	(40,2)

Au 1^{er} semestre 2021, le chiffre d'affaires des Diversifications atteint 41,0 M€, en recul de -40,2 M€ qui s'explique par des effets de base négatifs liés à la déconsolidation d'iGraal (-8,8 M€) et à la cession de l'activité de téléachat (-35,6 M€).

L'EBITA des Diversifications atteint 6,1 M€, contre 8,2 M€ au 1^{er} semestre 2020, qui incluaient 3,1 M€ au titre des activités cédées en 2020.

4.2 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

En M€	30/06/2021	31/12/2020	Variation(M€)
Goodwill	281,4	282,2	(0,8)
Actif non courant	542,0	535,7	6,3
Actif courant	838,1	846,6	(8,5)
Trésorerie	140,8	197,0	(56,3)
TOTAL ACTIF	1 802,3	1 861,5	(59,2)
Capitaux propres part du groupe	995,5	1 060,3	(64,8)
Intérêts non-contrôlants	7,7	7,7	0,0
Passif non courant	206,2	210,2	(4,0)
Passif courant	592,9	583,2	9,6
TOTAL PASSIF	1 802,3	1 861,5	(59,2)

Au 30 juin 2021, le total bilan s'établit à 1 802,3 M€ en diminution de -59,2 M€ (-3,3%) par rapport au 31 décembre 2020.

Les actifs non courants (y compris les goodwill) s'élèvent à 823,4 M€, contre 817,9 M€ au 31 décembre 2020.

Cette légère hausse de + 5,5 M€ reflète à la fois :

- l'augmentation de + 7,8 M€ au titre des comptes courants dans les coentreprises et les entreprises associées (Bedrock et Salto) ;
- l'augmentation des droits audiovisuels de + 6,7 M€ ;
- compensées par la baisse des immobilisations corporelles de - 5,2 M€.

Hors trésorerie et équivalents de trésorerie, les actifs courants sont en baisse de - 8,5 M€. Cette variation s'explique principalement par :

- la baisse des charges constatées d'avance de - 35,3 M€ liée notamment à la diffusion de l'Euro 2020 ;
- la baisse des créances clients nettes de - 6,9 M€ ;
- la baisse des impôts courants de - 10,1 M€ ;
- partiellement compensées par la hausse des stocks de droits de diffusion et autres stocks de + 34,7 M€ ;
- et la hausse des créances d'aides d'état de + 16,9 M€.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 140,8 M€, en baisse de - 56,3 M€ par rapport au 31 décembre 2020.

Au passif du bilan, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 995,5 M€.

Leur variation par rapport à la clôture 2020 (- 64,8 M€) s'explique principalement par :

- la distribution de dividendes pour - 189,4 M€ ;
- le résultat net part du Groupe du 1^{er} semestre 2021 pour + 119,2 M€.

Les autres éléments composant le passif (passifs courants et non courants) s'établissent à 799,1 M€, contre 793,4 M€ au 31 décembre 2020.

Cette progression de + 5,7 M€ reflète à la fois :

- la hausse des dettes fournisseurs de + 10,6 M€ ;
- la hausse des impôts courants de + 13,7 M€ ;
- et la baisse des dettes fiscales et sociales (-18,8 M€).

4.3 TABLEAU DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En M€	30/06/2021	30/06/2020	Variation (M€)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	203,8	120,0	83,8
Variation de BFR d'exploitation	(9,2)	36,2	(45,4)
Impôt	(1,4)	(42,6)	41,2
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	193,2	113,5	79,6
Flux de trésorerie des activités d'investissements	(36,2)	(3,6)	(32,7)
Éléments récurrents	(44,5)	(30,6)	(13,8)
Éléments non récurrents	8,2	27,1	(18,8)
Flux de trésorerie des activités de financement	(213,2)	140,3	(353,5)
<i>Distribution de dividendes</i>	(189,4)	-	(189,4)
<i>Opérations sur le capital</i>	0,0	(4,0)	4,0
<i>Financement</i>	-	155,0	(155,0)
<i>Apports en comptes courants des coentreprises</i>	(21,2)	(7,5)	(13,7)
<i>Remboursement des dettes locatives</i>	(3,1)	(3,5)	0,5
<i>Autres</i>	0,4	0,3	0,1
Effet des écarts de conversion de trésorerie	0,0	(0,2)	0,3
Variation globale de trésorerie	(56,3)	250,0	
Trésorerie à l'ouverture	197,0	45,9	151,1
Trésorerie à la clôture	140,8	295,9	(155,1)
<i>Trésorerie nette de clôture</i>	<i>38,4</i>	<i>1,9</i>	<i>36,5</i>

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'élèvent à + 193,2 M€ au 30 juin 2021, à un niveau supérieur au 30 juin 2020 où ces flux s'établissaient à 113,5 M€.

Cette hausse de + 79,6 M€ (+ 70,1 %) reflète les évolutions suivantes :

- une capacité d'autofinancement avant impôt dégagée par le Groupe en hausse (120,0 M€ à 203,8 M€) principalement due à une amélioration du résultat opérationnel courant de + 80,7 M€ ;
- un impact négatif de la variation du besoin en fonds de roulement (- 45,4 M€), sous l'effet notamment de la hausse du niveau de stocks de droits de diffusion ;
- un impôt décaissé en net recul (+ 41,2 M€) compte tenu du remboursement du solde de la liquidation de l'impôt sur les sociétés 2020.

Au 1^{er} semestre 2021, les flux de trésorerie affectés aux investissements constituent un emploi à hauteur de - 36,2 M€ contre - 3,6 M€ au 1^{er} semestre 2020.

Cette variation de - 32,7 M€ traduit essentiellement :

- une trésorerie nette résultant des acquisitions et cessions de filiales en baisse (- 18,8 M€) ;
- l'augmentation des investissements récurrents (-13,8 M€) lié notamment à la hausse des acquisitions de droits par SNDA.

Les flux de trésorerie résultant des opérations de financement constituent un emploi à hauteur de - 213,2 M€ quand ces flux constituaient une ressource à hauteur de + 140,3 M€ au 30 juin 2020.

Cette variation de - 353,5 M€ s'explique à la fois par :

- la distribution de dividendes (- 189,4 M€) ;
- la non-mobilisation des lignes bancaires (- 155,0 M€) ;
- et la hausse de - 13,7 M€ des financements des investissements dans les coentreprises sur le 1^{er} semestre 2021 (Salto et Bedrock).

Ce semestre se traduit donc par une variation de la trésorerie de - 155,1 M€. La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent ainsi à + 140,8 M€ au 30 juin 2021 contre + 295,9 M€ au 30 juin 2020.

Le Groupe affiche une position de trésorerie nette de + 38,4 M€ au 30 juin 2021 qui ne tient pas compte des dettes locatives issues de l'application de la norme IFRS 16 - *Contrat de location*, et qui s'élèvent à 24,8 M€ au 30 juin 2021.

4.4 PARTIES LIÉES

Les informations concernant les transactions réalisées avec les parties liées sont détaillées en note 21 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

4.5 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Les informations concernant les événements post-clôture sont détaillées en note 22 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.



P.A.
(PRE)

gulli

5

COMPTES ET ANNEXES 2021

5.1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30/06/2021	39	5.2 ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS	45
--	-----------	--	-----------

5.1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30/06/2021

1. État de la situation financière consolidée

ACTIF

(en millions d'euros)	Note n°	30/06/2021	31/12/2020
Goodwill	14	281,4	282,2
Droits audiovisuels	13	50,2	43,5
Autres immobilisations incorporelles	13	210,5	209,8
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		542,2	535,5
Terrains	15	19,1	19,1
Constructions	15	52,3	54,0
Droits d'utilisation des actifs loués	15	21,7	24,4
Autres immobilisations corporelles	15	33,8	34,7
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		126,9	132,1
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur	18.1	3,6	4,3
Autres actifs financiers non courants	18.1	31,4	23,7
Participations dans les coentreprises et les entreprises associées	17	118,0	122,2
ACTIFS FINANCIERS		153,1	150,2
Actifs d'impôts différés		1,2	-
ACTIF NON COURANT		823,4	817,9
Stocks de droits de diffusion	16	294,7	263,9
Autres stocks	16	9,9	6,1
Créances clients nettes	18.1	353,6	360,5
Impôts courants		0,5	10,7
Autres actifs financiers courants	18.1	2,8	11,8
Autres actifs courants	18.1	176,5	193,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18.1	140,8	197,0
ACTIF COURANT		978,9	1 043,6
TOTAL ACTIF		1 802,3	1 861,5

PASSIF

(en millions d'euros)	Note n°	30/06/2021	31/12/2020
Capital social		50,6	50,6
Prime d'émission		7,6	7,6
Actions propres		(2,6)	(6,9)
Réserves consolidées		828,3	740,0
Autres réserves		(7,6)	(7,7)
Résultat part du Groupe		119,2	276,7
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		995,5	1 060,3
Intérêts non-contrôlants		7,7	7,7
CAPITAUX PROPRES	19	1 003,2	1 068,0
Provisions	20	41,9	42,8
Dettes financières	18.2	126,2	126,2
Dettes locatives	18.2	19,9	22,2
Autres passifs financiers	18.2	-	2,8
Autres dettes	18.2	0,2	0,5
Passifs d'impôts différés		18,1	15,7
PASSIF NON COURANT		206,2	210,2
Provisions	20	29,2	32,0
Dettes financières	18.2	1,6	0,7
Dettes locatives	18.2	5,0	5,6
Instruments financiers dérivés	18.2	-	0,2
Autres passifs financiers	18.2	7,2	4,3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18.2	394,9	384,3
Autres dettes d'exploitation	18.2	22,1	12,9
Impôts courants		14,3	0,7
Dettes fiscales et sociales	18.2	102,6	121,4
Dettes sur immobilisations	18.2	16,0	21,1
PASSIF COURANT		592,9	583,2
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		1 802,3	1 861,5

2. État du résultat global consolidé

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Note n°	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 retraité ⁽¹⁾ 6 mois
Chiffre d'affaires	6	645,0	557,3
Autres produits opérationnels	7.1	25,3	3,1
Total des produits opérationnels		670,3	560,5
Consommations et autres charges opérationnelles	7.2	(317,1)	(293,0)
Charges de personnel (yc participation)		(124,6)	(122,1)
Impôts, taxes et versements assimilés		(25,8)	(20,7)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises)	7.3	(38,2)	(39,9)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	7.3	(2,8)	(3,9)
Perte de valeur des actifs non amortissables	7.3	-	(4,1)
Total des charges opérationnelles		(508,5)	(483,7)
Plus-values sur cessions de participations		3,2	120,9
Résultat opérationnel		164,9	197,7
Produits de la trésorerie		1,0	0,1
Coût de l'endettement		(1,0)	(1,1)
Charges d'intérêt sur dettes locatives		(0,2)	(0,3)
Autres éléments financiers		(0,9)	(1,0)
Résultat financier	9	(1,1)	(2,4)
Part du résultat dans les coentreprises et les entreprises associées	17	(17,4)	(3,0)
Résultat courant avant impôt		146,4	192,3
Impôt sur le résultat	10	(27,1)	(31,2)
Résultat net des activités poursuivies		119,3	161,2
Profit ou perte après impôt des activités cédées		-	-
Résultat net de la période		119,3	161,2
attribuable au Groupe	11	119,2	161,2
attribuable aux intérêts non-contrôlants		0,2	-
Résultat part du Groupe par action (en euros)	11	0,945	1,282
Résultat part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)	11	0,945	1,282
Résultat dilué part du Groupe par action (en euros)	11	0,941	1,276
Résultat dilué part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)	11	0,941	1,276

⁽¹⁾ Le compte de résultat consolidé publié au 30 juin 2020 a été retraité pour tenir compte de l'affectation définitive du prix d'acquisition du Pôle Jeunesse TV. Les impacts sur les comptes consolidés au 30 juin 2020 sont détaillés en note 5 - Regroupements d'entreprises / Evolution du périmètre de consolidation.

RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Note n°	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 retraité ⁽¹⁾ 6 mois
Résultat net consolidé		119,3	161,2
<i>Autres éléments du résultat global recyclables en résultat :</i>			
Variation de la valeur des instruments dérivés		0,6	3,8
Variation de la valeur des instruments de capitaux propres		(0,0)	-
Variation des écarts de conversion		(0,3)	(0,5)
Impôts sur les éléments recyclables		(0,2)	(1,1)
<i>Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat :</i>			
Pertes et gains actuariels		1,8	4,3
Impôts sur les éléments non recyclables		(0,5)	(1,1)
Autres éléments du résultat global		1,4	5,3
Résultat global de la période		120,7	166,4
attribuable au Groupe		120,6	166,4
attribuable aux intérêts non-contrôlants		0,1	-

⁽¹⁾ Le résultat global consolidé publié au 30 juin 2020 a été retraité pour tenir compte de l'affectation définitive du prix d'acquisition du Pôle Jeunesse TV. Les impacts sur les comptes consolidés au 30 juin 2020 sont détaillés en note 5 - Regroupements d'entreprises / Evolution du périmètre de consolidation.

3. Tableau de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note n°	30/06/2021 6 mois	30/06/2020 retraité ⁽¹⁾ 6 mois
Résultat opérationnel des activités poursuivies		164,9	197,7
Amortissements et provisions hors actifs circulants		36,5	36,6
Amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		2,8	3,9
Plus-values et moins-values de cession		(3,8)	(120,4)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		2,8	3,5
Résultat opérationnel retraité des éléments sans incidence sur la trésorerie		203,2	121,3
Produits perçus de la trésorerie		1,1	0,1
Intérêts payés		(0,3)	(1,1)
Intérêts des dettes locatives		(0,2)	(0,3)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPOT		203,8	120,0
Diminution / (Augmentation) des stocks nets	16	(34,7)	(3,0)
Diminution / (Augmentation) des créances d'exploitation nettes	18	24,8	105,3
(Diminution) / Augmentation des dettes d'exploitation	18	0,7	(66,1)
VARIATION du BESOIN en FONDS de ROULEMENT		(9,2)	36,2
Impôt sur les sociétés et assimilés décaissés		(1,4)	(42,6)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		193,2	113,5
Opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	13	(41,7)	(26,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	15	(5,7)	(4,4)
Acquisitions d'immobilisations financières	18	(5,0)	-
Trésorerie nette résultant d'acquisitions de filiales		-	-
Trésorerie nette résultant des cessions de filiales		13,2	27,1
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	13/15	0,1	0,4
Dividendes reçus		2,9	-
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(36,2)	(3,6)
Opérations de financement			
Actifs financiers	18	(21,0)	(7,2)
Souscriptions d'emprunts et autres passifs financiers	18	0,2	180,0
Remboursements d'emprunts et autres passifs financiers	18	(0,0)	(25,0)
Remboursement des dettes locatives	18	(3,1)	(3,5)
Acquisitions et cessions d'actions propres	19	0,0	(4,0)
Dividendes versés	12	(189,4)	-
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(213,2)	140,3
Effet des écarts de conversion de trésorerie		0,0	(0,2)
VARIATION GLOBALE DE TRESORERIE	18	(56,3)	250,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		197,0	45,9
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	18	140,8	295,9

⁽¹⁾ Le tableau de flux de trésorerie consolidés publié au 30 juin 2020 a été retraité pour tenir compte de l'affectation définitive du prix d'acquisition du Pôle Jeunesse TV. Les impacts sur les comptes consolidés au 30 juin 2020 sont détaillés en note 5 - Regroupements d'entreprises / Evolution du périmètre de consolidation.

4. État de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions (en milliers)	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Variations des justes valeurs et écarts de conversion			Intérêts non contrôlants	Capitaux propres
					Réserves consolidées Résultat Groupe	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres		
SITUATION AU 1^{er} JANVIER 2020 Retraitée ⁽¹⁾	126 414,2	50,6	7,6	(12,2)	734,9	(8,7)	772,2	-	772,2
Variation de la valeur des instruments dérivés							2,6	2,6	2,6
Variation de la valeur des instruments de capitaux propres							(0,0)	(0,0)	(0,0)
Pertes et gains actuariels					3,1	-	3,1	-	3,1
Écarts de conversion						(0,5)	(0,5)	-	(0,5)
Autres éléments du résultat global		-	-	-	3,1	2,2	5,2	-	5,2
Résultat net consolidé de la période					161,2	-	161,2	-	161,2
Résultat global total de la période		-	-	-	164,2	2,2	166,4	-	166,4
Dividendes distribués					-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions d'actions propres				0,1	(2,7)	-	(2,7)	-	(2,7)
Total des transactions actionnaires		-	-	0,1	(2,7)	-	(2,7)	-	(2,7)
Coûts des actions de performance (IFRS2)					3,2	-	3,2	-	3,2
Instruments de couverture des attributions d'actions de performance					0,1	-	0,1	-	0,1
Autres mouvements					0,1	-	0,1	-	0,1
SITUATION AU 30 JUIN 2020 Retraitée ⁽¹⁾	126 414,2	50,6	7,6	(12,1)	899,8	(6,5)	939,3	-	939,3
SITUATION AU 1^{er} JANVIER 2021	126 414,2	50,6	7,6	(6,9)	1 016,7	(7,7)	1 060,3	7,7	1 068,0
Variation de la valeur des instruments dérivés							0,4	0,4	0,4
Variation de la valeur des instruments de capitaux propres						(0,0)	0,0	(0,0)	(0,0)
Pertes et gains actuariels					1,3	-	1,3	0,0	1,3
Écarts de conversion						(0,3)	(0,3)	(0,0)	(0,3)
Autres éléments du résultat global		-	-		1,3	0,1	1,4	(0,0)	1,4
Résultat net consolidé de la période					119,2	-	119,2	0,2	119,3
Résultat global total de la période		-	-		120,5	0,1	120,6	0,1	120,7
Dividendes distribués					(189,4)	-	(189,4)	(0,1)	(189,5)
Acquisitions/Cessions d'actions propres				4,3	(3,1)	-	1,2	-	1,2
Total des transactions actionnaires		-	-	4,3	(192,5)	-	(188,2)	(0,1)	(188,3)
Coûts des actions de performance (IFRS2)					2,8	-	2,8	-	2,8
Instruments de couverture des attributions d'actions de performance					-	-	-	-	-
Autres mouvements					(0,0)	-	(0,0)	-	(0,0)
SITUATION AU 30 JUIN 2021	126 414,2	50,6	7,6	(2,6)	947,5	(7,6)	995,5	7,7	1 003,2

⁽¹⁾ L'état de variation des capitaux propres consolidés publié au 30 juin 2020 a été retraité pour tenir compte de l'affectation définitive du prix d'acquisition du Pôle Jeunesse TV. Les impacts sur les comptes consolidés au 30 juin 2020 sont détaillés en note 5 - Regroupements d'entreprises / Evolution du périmètre de consolidation

5.2 ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

Sauf indication contraire, tous les montants cités dans l'annexe sont libellés en millions d'euros.

1. Faits marquants du semestre

- Au 1^{er} semestre 2021, certaines activités du Groupe ont été pénalisées par les restrictions sanitaires dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19.
- Le 16 mars, le Groupe a cédé sa participation dans M6 Hosting.
- Le 17 mai, les groupes TF1, M6, Bouygues et RTL Group ont annoncé avoir conclu des protocoles d'accord d'entrée en négociations exclusives pour fusionner les activités de TF1 et M6 et créer un groupe de médias français d'envergure.
- Le 17 juin, le *crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique, redevances versées aux organismes de gestion collective et rémunérations versées directement aux auteurs*, institué par l'article 49 de la loi de

finance rectificative pour 2020 du 30 juillet 2020, est entré en vigueur. Le dispositif concerne les éditeurs de services de télévision, de services de radio et de services de médias audiovisuels à la demande (SMAD) qui pourront justifier « d'une diminution de leur chiffre d'affaires d'au moins 10% » entre les périodes du 1^{er} mars 2019 au 31 décembre 2019 et du 1^{er} mars 2020 au 31 décembre 2020. Le crédit d'impôt audiovisuel est égal à 15% du montant total des dépenses éligibles, exposées du 1^{er} mars 2020 au 31 décembre 2020 dès lors qu'elles entrent dans la détermination du résultat imposable. Le montant du crédit d'impôt reconnu dans les comptes au 30 juin 2021 s'élève à 15,1 M€ (cf. note 7.1 - *Autres produits opérationnels*).

2. Informations sur l'entreprise

Les états financiers consolidés au 30 juin 2021 du groupe dont Métropole Télévision est la société mère (le Groupe) ont été arrêtés par le Directoire du 26 juillet 2021 et examinés par le Conseil de Surveillance du 27 juillet 2021. Ils sont constitués des états financiers condensés et d'une sélection de notes explicatives.

Métropole Télévision (la Société) est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, domiciliée au 89 avenue Charles de Gaulle, à Neuilly-sur-Seine en France. Elle est cotée à Paris sur le compartiment A d'Euronext (code ISIN FR0000053225). Elle est en outre consolidée suivant la méthode de l'intégration globale par RTL Group, coté sur les marchés de Bruxelles, de Luxembourg et de Francfort.

3. Préparation et présentation des états financiers consolidés

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASES DE PRÉPARATION

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2021 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 - *Information financière intermédiaire* et sur la base d'états financiers condensés conformes aux normes IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne.

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe M6, il n'y a pas de différence entre les textes approuvés par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes semestriels n'incluent donc pas l'intégralité des informations nécessaires à l'établissement de comptes annuels. Ils doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2020.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 30 juin 2021 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2020, à l'exception des nouvelles normes, amendements aux normes existantes et nouvelles interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021.

NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS EN VIGUEUR AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE ET D'APPLICATION OBLIGATOIRE POUR LES EXERCICES OUVERTS AU 1^{ER} JANVIER 2021

Les amendements aux normes IFRS suivants, applicables pour le 1^{er} semestre 2021, n'ont pas eu d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2021 :

- Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7 et IFRS 16 – *Réforme des taux d'intérêt de référence - phase 2*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021.

Par ailleurs, lors de sa réunion du mois de mai, l'IASB a validé la décision de l'IFRIC « IAS 19 – *Attribution des avantages aux périodes de service* ». Des analyses de place sont en cours pour déterminer le champ d'application de cette décision en France et évaluer les principaux impacts qui en découlent. Ainsi, il est encore trop tôt pour préciser les impacts de cette décision pour le Groupe, qui seront déterminés d'ici la prochaine clôture.

APPLICATION DE NOUVELLES NORMES PAR ANTICIPATION DE LEUR DATE D'APPLICATION OBLIGATOIRE

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des textes suivants dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} juillet 2021 :

- Amendements à IFRS 3 - *Regroupements d'entreprises* : *Référence au Cadre Conceptuel*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
- Amendements à IAS 37 - *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* : *Contrats déficitaires – Coûts d'exécution du contrat*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
- Améliorations annuelles des IFRS (2018-2020), applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
- Amendements à IAS 16 - *Immobilisations corporelles - Produit antérieur à l'utilisation prévue*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022.

Le Groupe n'attend pas d'impact significatif de la première application de ces amendements sur ses situation et performances financières.

NORMES PUBLIÉES PAR L'IASB MAIS NON ENCORE APPROUVÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE

Le Groupe pourrait être concerné par :

- Amendements à IAS 1 – *Présentation des états financiers* : *Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- Amendements à IAS 1 – *Présentation des états financiers* et à l'énoncé de pratiques IFRS 2, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- Amendements à IAS 8 - *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* : *Définition d'une estimation comptable*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- Amendements à IFRS 16 - *Allègements de loyer liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021*, applicables à partir du 1^{er} avril 2021 ;
- Amendements à IAS 12 – *Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- IFRS 17 – *Contrats d'assurance*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.

L'analyse des conséquences pour le Groupe de la première application de ces normes et amendements est en cours. Cette dernière ne devrait toutefois pas avoir d'effet matériel sur les situations et performances financières du Groupe.

4. Saisonnalité

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité.

Notamment, les chaînes et les radios pâtissent au cours du second semestre à la fois d'un niveau moindre des recettes publicitaires durant les mois d'été et d'une augmentation des coûts liés aux programmes au moment de la rentrée de septembre et des fêtes de fin d'année. Cette saisonnalité peut cependant être significativement modifiée dans le cas où un ou des événements ponctuels pesant sur le coût des programmes (événements sportifs majeurs par exemple) sont diffusés au cours du premier semestre.

Les activités de Best of TV sont marquées par une saisonnalité forte avec un accroissement du chiffre d'affaires et du résultat au second semestre, porté par les ventes réalisées dans le contexte des fêtes de fin d'année.

Les autres activités du Groupe sont moins affectées par des effets de saisonnalité.

Au 1^{er} semestre 2021, l'épidémie de Covid-19 a toutefois affecté de nouveau certaines activités du Groupe.

5. Regroupements d'entreprises / Évolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe a évolué de la façon suivante au cours du premier semestre 2021 :

- le 2 février, la société Gigasud a fusionné dans la société SERC ;
- le 16 mars, le Groupe M6 a cédé 100 % du capital de M6 Hosting. L'opération a dégagé une plus-value nette de cession de 3,3 M€ ;
- la société Unité 15 Belgique a été liquidée le 31 mars.

Par ailleurs, conformément à IAS 1 - *Présentation des états financiers*, les états financiers publiés au 30 juin 2020 ont été retraités pour tenir compte de l'affectation définitive du prix d'acquisition des sociétés du Pôle Jeunesse TV réalisée au second semestre 2020. L'impact sur les comptes au 30 juin 2020 est le suivant :

	30/06/2020 Publié	Dotations 2020	30/06/2020 retraité
Dotations aux amortissements des autres immobilisations incorporelles	(38,2)	(1,7)	(39,9)
Impôt sur le résultat	(31,7)	0,5	(31,2)
Résultat net part du Groupe	162,3	(1,1)	161,2

6. Informations sectorielles

Les secteurs opérationnels du Groupe sont ceux sur lesquels est basé le reporting de gestion interne établi mensuellement et communiqué au principal décideur opérationnel, le Directoire, ainsi qu'aux autres décideurs opérationnels, les dirigeants des filiales ou directions du Groupe.

Les indicateurs de performance plus particulièrement suivis sont le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant (EBITA) qui se définit comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges liés aux regroupements d'entreprises et du résultat de cession de filiales et participations. Sont également analysés régulièrement les capitaux employés et les investissements réalisés par secteur afin d'apprécier la rentabilité des ressources allouées à ces derniers et de décider de la politique d'investissement future.

Le Groupe a adapté au cours des dernières années son organisation opérationnelle en fonction des marchés sur lesquels il exerce ses différents métiers.

Les secteurs opérationnels présentés sont les suivants :

Télévision

Le secteur, caractérisé par un fort degré de mutualisation entre les différentes chaînes du Groupe (acquisitions, technique, diffusion...), regroupe les chaînes en clair (M6, W9, 6TER et Gulli) et les chaînes payantes (Paris Première, Téva, M6 Music, Série Club, Tiji, Canal J, RFM TV, MCM, MCM Top) dont le modèle économique repose sur un financement mixte (publicité et versements des plateformes qui distribuent ces chaînes dans le cadre de bouquets diffusés via l'IPTV, le câble ou le satellite).

Ce secteur inclut également l'ensemble des activités qui y sont principalement associées telles que l'exploitation de la plateforme technique 6play et la régie publicitaire.

Radio

Le secteur inclut les stations de radio (RTL, RTL2 et Fun Radio) dont le modèle économique est entièrement financé par la publicité, ainsi que l'ensemble des activités qui y sont principalement associées telles que la régie publicitaire.

Production et Droits Audiovisuels

Outre les activités de production et de coproduction (cinéma, TV et internet) du Groupe, ce secteur opérationnel inclut les activités de distribution de droits cinématographiques audiovisuels tout au long de leur cycle d'exploitation, auprès du grand public (cinéma, vente de vidéos physiques et dématérialisées) puis des professionnels (distribution du portefeuille de droits auprès des télévisions en clair et payantes nationales, et distribution internationale).

Diversifications

Le secteur inclut l'ensemble des activités considérées comme autonomes pour tout ou partie par rapport au métier d'éditeur de chaînes et dont les caractéristiques principales sont notamment : la distribution de biens physiques ou immatériels auprès des consommateurs, la constitution de stocks de marchandises, l'achat pour revente et l'organisation de spectacles.

Les revenus qui en découlent sont constitués principalement des ventes aux consommateurs ou spectateurs. La contribution des revenus publicitaires issus des sites internet du Groupe, bien que plus marginale à ce jour pour ce secteur, est en forte croissance.

Les éliminations et résultats non affectés se rapportent au coût des plans d'attribution d'actions de performance, au résultat des sociétés immobilières et sociétés sans activité et à des retraitements de consolidation non alloués et correspondant essentiellement à l'élimination des marges réalisées entre sociétés du Groupe dans le cadre de cessions d'actifs stockés ou immobilisés.

Résultat

Les contributions de chaque secteur d'activité au résultat sont les suivantes :

En 2020 :

	Télévision	Radio	Production et Droits Audiovisuels	Diversifica- tions	Éliminations et résultats non affectés	Total 30/06/2020 retraité
Chiffre d'affaires hors-Groupe	386,6	59,9	29,3	81,2	0,4	557,3
Chiffre d'affaires inter-segments	6,1	0,4	41,6	0,2	(48,3)	-
Chiffre d'affaires *	392,8	60,3	70,9	81,4	(48,0)	557,3
Résultat opérationnel courant (EBITA) des activités poursuivies	66,2	(2,2)	14,4	8,2	(2,3)	84,4
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises	(5,8)	(0,4)	(1,2)	(0,3)	-	(7,6)
Plus-values sur cessions de participations	21,0	-	-	99,9	-	120,9
Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies						197,7
Résultat financier						(2,4)
Part du résultat dans les coentreprises et les entreprises associées						(3,0)
Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies						192,3
Impôt						(31,2)
Résultat net des activités poursuivies						161,2
Résultat net des activités cédées						-
Résultat de la période						161,2
attribuable au Groupe						161,2
attribuable aux intérêts non contrôlants						-

* dont 400,6 M€ au titre des revenus publicitaires

En 2021 :

	Télévision	Radio	Production et Droits Audiovisuels	Diversifications	Éliminations et résultats non affectés	Total 30/06/2021
Chiffre d'affaires hors-Groupe	510,6	73,1	19,8	41,0	0,5	645,0
Chiffre d'affaires inter-segments	7,6	1,2	46,8	0,2	(55,8)	-
Chiffre d'affaires *	518,2	74,2	66,6	41,2	(55,3)	645,0
Résultat opérationnel courant (EBITA) des activités poursuivies	137,2	14,4	11,9	6,1	(4,5)	165,0
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises	(1,7)	(0,4)	(1,0)	(0,3)		(3,3)
Plus-values sur cessions de participations				3,2		3,2
Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies						164,9
Résultat financier						(1,1)
Part du résultat dans les coentreprises et les entreprises associées						(17,4)
Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies						146,4
Impôt						(27,1)
Résultat net des activités poursuivies						119,3
Résultat net des activités cédées						-
Résultat de la période						119,3
attribuable au Groupe						119,2
attribuable aux intérêts non contrôlants						0,2

* dont 529,0 M€ au titre des revenus publicitaires

N'ayant pas d'activité significative hors de France Métropolitaine, le Groupe ne présente pas d'information sectorielle par zone géographique.

7. Autres produits et charges opérationnels

7.1. AUTRES PRODUITS OPÉRATIONNELS

Les autres produits opérationnels s'élèvent à 25,3 M€ (contre 3,1 M€ au 30 juin 2020) et sont constitués principalement :

- du nouveau crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique pour 15,1 M€ ;
- des subventions d'exploitation pour 4,4 M€ (dont 1,8 M€ d'aide à la diffusion des radios), contre 1,9 M€ au 30 juin 2020 ;
- des refacturations envers les sociétés mises en équivalence pour 3,9 M€ contre 1,1 M€ au 30 juin 2020.

7.2. CONSOMMATIONS ET AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES

	30/06/2021	30/06/2020
Consommation de droits de diffusion et programmes de flux (y compris dépréciations des stocks de droits de diffusion)	(153,2)	(118,6)
Consommations de stocks de marchandises	(9,5)	(23,5)
Autres services extérieurs *	(154,0)	(150,2)
Pertes de change opérationnelles	0,0	(0,3)
Autres charges	(0,4)	(0,5)
CONSOMMATIONS ET AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES	(317,1)	(293,0)

* Les autres services extérieurs correspondent notamment aux redevances dues aux sociétés de droits d'auteurs et aux coûts de production des émissions.

7.3. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS

	30/06/2021	30/06/2020 retraité
Amortissements et dépréciations des droits audiovisuels	(25,8)	(21,6)
Amortissements et dépréciations des parts producteurs	(1,2)	(1,2)
Amortissements et dépréciations des autres immobilisations incorporelles	(4,4)	(7,0)
Amortissements des immobilisations corporelles	(7,2)	(7,5)
Amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	(2,8)	(3,9)
Autres dépréciations	0,4	(2,6)
Perte de valeur des actifs non amortissables	-	(4,1)
TOTAL DOTATIONS (NETTES DES REPRISES)	(41,0)	(47,9)

8. Rémunérations en actions

Plans octroyés en 2021

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2019, deux attributions d'actions de performance ont été décidées par le Directoire du 20 avril 2021, après approbation par le Conseil de Surveillance du 20 avril 2021 :

- un plan concerne un collège de 174 bénéficiaires et porte sur 407 200 actions sous conditions de présence au 20 avril 2023 et d'atteinte d'objectifs d'EBITA consolidé en 2021 ;
- un autre plan concerne un collège de 5 bénéficiaires et porte sur 93 000 actions sous conditions de présence de deux exercices minimum. Il est attribué annuellement sur la base de conditions de performance pluriannuelles.

Évaluation à la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés

En application d'IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions*, la juste valeur des attributions d'actions de performance s'apprécie comme la valeur de l'action à la date d'octroi diminuée de la valeur actuelle des dividendes futurs estimés sur la période d'indisponibilité.

Sur le semestre, le solde des actions attribuées a évolué comme suit :

	Attribution à la date du plan	Attribution maximum	Solde 31/12/2020	Variation liée à la performance	Attribution	Livraison	Annulation	Solde 30/06/2021
Plans d'attribution d'actions de performance	1 291 967	1 291 967	612 964	31 047	500 200	(232 544)	(15 600)	896 067
Du 25/07/2018	247 100	247 100	232 544	-	-	(232 544)	-	-
Du 30/07/2019	298 167	298 167	292 967	-	-	-	(15 600)	277 367
Du 30/07/2019	246 500	246 500	87 453	31 047	-	-	-	118 500
Du 20/04/2021	407 200	407 200	-	-	407 200	-	-	407 200
Du 20/04/2021	93 000	93 000	-	-	93 000	-	-	93 000

Les annulations enregistrées au cours du semestre résultent de départs de bénéficiaires avant ouverture de la période d'exercice de leurs droits. Elles peuvent être liées également à la non-atteinte des objectifs de performances financières assignés lors de l'attribution des plans.

Charge comptabilisée au 30 juin 2021

Compte tenu des données précédemment présentées et en évaluant la charge résultant des plans d'attribution d'actions de performance sur la base du nombre d'actions probablement livrées, il en résulte les impacts suivants dans le compte de résultat sur la ligne " Charges de personnel " :

Plans d'attribution d'actions de performance	Charges de personnel	
	30/06/2021	30/06/2020
Du 27/07/2017	-	(0,5)
Du 02/10/2017	-	(0,0)
Du 25/07/2018	(0,9)	(1,4)
Du 30/07/2019 (2 plans)	(1,2)	(1,2)
Du 20/04/2021 (2 plans)	(0,7)	-
CHARGE TOTALE	(2,8)	(3,2)

9. Résultat financier

	30/06/2021	30/06/2020
Produits des placements	0,2	0,0
Divers produits d'intérêts	-	0,0
Réévaluation des instruments dérivés	0,1	0,2
Produits financiers	0,3	0,2
Intérêts sur emprunts associés et banques	(1,0)	(1,1)
Intérêts sur dettes locatives	(0,2)	(0,3)
Intérêts capitalisés sur retraite	(0,2)	(0,2)
Réévaluation des instruments dérivés	(0,2)	(0,1)
Charges financières	(1,5)	(1,7)
Autres éléments financiers	0,0	(0,9)
RÉSULTAT FINANCIER	(1,1)	(2,4)

- Les intérêts sur emprunts associés et banques s'élèvent à (1,0) M€ au 30 juin 2021 et correspondent aux intérêts sur l'emprunt obligataire Euro PP mis en place en 2017 pour financer l'achat du pôle Radio de RTL Group, et aux intérêts sur l'emprunt Schuldschein mis en place en juillet 2019 pour financer l'acquisition du pôle Télévision du Groupe Lagardère. L'endettement moyen s'élève à 125,0 M€ sur le 1^{er} semestre 2021 pour un taux moyen d'endettement de 1,18 % l'an, contre 216,1 M€ et 0,9 % en 2020.
- Les intérêts sur dettes locatives correspondent à la désactualisation des dettes comptabilisées en application d'IFRS 16.
- Les autres charges financières correspondent principalement aux effets de la mise à juste valeur des actifs et passifs financiers (instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat).

10. Impôt sur le résultat

Les composants de la charge d'impôt sur les bénéfices sont les suivants :

	30/06/2021	30/06/2020 retraité
Impôt exigible :		
Charge d'impôt exigible de l'exercice	(25,4)	(28,4)
Impôt différé :		
Naissance et renversement des différences temporaires	(1,7)	(2,8)
TOTAL	(27,1)	(31,2)

Le taux d'impôt sur les sociétés projeté au titre de l'exercice 2021 est de 28,41 % (correspondant au taux normal d'IS de 27,5 %, majoré de la contribution additionnelle de 3,3 %) pour les sociétés membres du groupe d'intégration fiscale français.

Le taux d'imposition différée retenu en 2021 est de 25,83 %. Il était de 28,41 % en 2020 pour les différences temporaires avec une échéance inférieure à un an et de 25,83 % pour celles avec une échéance supérieure à un an.

Au 30 juin 2021, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour des impôts qui seraient dus sur les résultats non distribués de certaines filiales, entreprises associées ou coentreprises du Groupe.

11. Résultat par action

	30/06/2021	30/06/2020 retraité
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	119,2	161,2
Perte ou bénéfice attribuable au titre des activités cédées	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires au titre des activités poursuivies	119,2	161,2
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) pour le résultat de base par action	126 156 363	125 682 350
Effet dilutif potentiel lié aux rémunérations payées en actions	500 743	626 826
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) ajusté de l'effet de dilution*	126 657 106	126 309 176
Résultat par action (en euros)	0,945	1,282
Résultat par action des activités poursuivies (en euros)	0,945	1,282
Résultat dilué par action (en euros)	0,941	1,276
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	0,941	1,276

* Ne comprend que les actions dilutives (au regard des conditions de marché prévalant à la clôture)

Le calcul du résultat dilué par action tient compte d'attributions d'actions de performance accordées lors des plans du 30 juillet 2019 et du 20 avril 2021.

Le nombre d'actions potentiellement dilutives est de 500 743 au 30 juin 2021 : sur cette base, l'effet dilutif sur le résultat par action représente 0,4 centime d'euro par titre.

12. Dividendes

Métropole Télévision	30/06/2021	30/06/2020
Déclarés et versés au cours du semestre	189,4	-
Nombre d'actions en circulation en milliers	126 278	125 670
Dividende ordinaire versé par action (en euros)	1,50	-

13. Immobilisations incorporelles

	Droits audiovisuels (distribution et négoce)	Coproductions	Avances et acomptes	Total droits audiovisuels	Autres immobilisations incorporelles	Goodwill	Total 30/06/2021
Au 1 ^{er} janvier 2021, net des dépréciations et amortissements	26,8	3,9	12,8	43,5	209,8	282,2	535,5
Acquisitions	24,6	0,6	7,6	32,8	5,1	-	37,9
Cessions	(12,3)	-	-	(12,3)	(0,8)	-	(13,0)
Acquisitions/cessions de filiales	-	-	-	-	(0,0)	(0,8)	(0,8)
Reclassements et autres mouvements en valeur brute	3,1	15,8	(3,5)	15,4	0,0	-	15,4
Dotations aux amortissements 2021	(23,4)	(2,9)	-	(26,3)	(4,4)	-	(30,7)
Dépréciations	(2,4)	1,8	(0,1)	(0,7)	-	-	(0,7)
Reprises d'amortissements sur cessions	12,3	-	-	12,3	0,8	-	13,0
Reprises d'amortissements sur acquisitions/cessions de filiales	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Reclassements et autres mouvements sur amortissements	-	(14,5)	-	(14,5)	-	-	(14,5)
Au 30 juin 2021, net des dépréciations et amortissements	28,7	4,7	16,9	50,2	210,5	281,4	542,2
Au 1 ^{er} janvier 2021							
Valeur brute	1 034,9	766,8	17,2	1 818,9	323,3	312,0	2 454,2
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 008,1)	(762,9)	(4,4)	(1 775,4)	(113,5)	(29,9)	(1 918,7)
MONTANT NET AU 1^{ER} JANVIER 2021	26,8	3,9	12,8	43,5	209,8	282,2	535,5
Au 30 juin 2021							
Valeur brute	1 050,3	783,2	21,3	1 854,8	327,7	311,3	2 493,8
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 021,6)	(778,5)	(4,5)	(1 804,6)	(117,1)	(29,9)	(1 951,6)
MONTANT NET AU 30 JUIN 2021	28,7	4,7	16,9	50,2	210,5	281,4	542,2

Les "autres immobilisations incorporelles" correspondent notamment aux marques, aux licences (y compris les licences FM des stations RTL, RTL 2 et Fun Radio), aux logiciels informatiques et aux relations clients reconnues au titre de l'acquisition du pôle Radio et du pôle Jeunesse TV.

Hormis les licences apportées par RTL France Radio, les licences reconnues sur RTL2 et Fun Radio, les marques Fun Radio, Gulli, Canal J, Tiji, l'ensemble des autres immobilisations incorporelles a la nature d'actif amortissable.

14. Goodwill

Évolution

Les goodwill ont évolué comme suit au cours du premier semestre 2021 :

	30/06/2021	31/12/2020
À l'ouverture, net des pertes de valeur	282,2	299,8
Acquisitions	-	0,4
Cessions	(0,8)	(13,9)
Autres mouvements	-	-
Pertes de valeur	-	(4,1)
À la clôture	281,4	282,2
À l'ouverture		
Valeurs brutes	312,0	332,1
Cumul des pertes de valeur	(29,9)	(32,4)
MONTANT NET	282,2	299,8
À la clôture		
Valeurs brutes	311,3	312,0
Cumul des pertes de valeur	(29,9)	(29,9)
MONTANT NET	281,4	282,2

La principale variation du semestre reflète les cessions de M6 Hosting et du portail Mindbaz au sein de l'UGT Digital Services pour 0,8 M€.

Répartition

Les goodwill se répartissent par Unité Génératrice de Trésorerie ("UGT") de la façon suivante :

Valeur nette		30/06/2021	31/12/2020
Télévision			
	Télévision	164,5	164,5
	Autres	-	-
Radio		99,4	99,4
Production et Droits Audiovisuels			
	Droits Audiovisuels	5,3	5,3
Diversifications			
	Digital Services	1,4	2,2
	Interactions	5,7	5,7
	Téléachat	5,1	5,1
Total		281,4	282,2

- L'UGT Télévision regroupe l'ensemble des activités de télévision linéaire du groupe, aussi bien en clair que payante, et intègre donc les chaînes de l'ex-pôle Jeunesse TV ;
- L'UGT Autres intègre les entités Ctzar et Sociaddict spécialisées dans le marketing d'influence ;
- L'UGT Radio intègre l'ensemble du pôle Radio français de RTL Group acquis en 2017 ;
- L'UGT Droits Audiovisuels correspond aux activités de production et de distribution de droits audiovisuels tout au long de leur cycle de vie et intègre Société Nouvelle de Distribution (SND), les sociétés de catalogues de droits audiovisuels qui ont été fusionnées dans SND en 2019 et la société Epithète Films acquise le 1^{er} juillet 2020 ;
- L'UGT Digital Services intègre les activités « pure player digital » du Groupe ;
- L'UGT Interactions correspond aux activités d'édition musicale, d'événementiel, de spectacle et d'édition, et intègre les entités M6 Interactions, M6 Evénements et M6 Editions ;
- L'UGT Téléachat correspond aux activités de distribution de produits issus du téléachat intègre les entités Best of TV et Best of TV Benelux.

Perte de valeur

Le Groupe ne réalise des tests de perte de valeur lors des arrêts intermédiaires que si des indices de perte de valeur sont identifiés sur la période considérée. Aucun indice de cette nature n'a été identifié au cours du premier semestre 2021.

15. Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Droits d'utilisation des actifs loués	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total 30/06/2021
Au 1 ^{er} janvier 2021, net des dépréciations et amortissements	19,1	54,0	24,4	26,2	7,2	1,3	132,1
Acquisitions	-	0,0	-	1,8	0,7	2,5	5,1
Cessions	-	-	(2,8)	(1,0)	(0,6)	-	(4,4)
Acquisitions/cessions de filiales	-	-	-	-	(1,4)	(0,0)	(1,4)
Reclassements et autres mouvements en valeur brute	-	-	0,1	0,0	0,0	(0,0)	0,1
Dotations aux amortissements 2021	-	(1,8)	(2,8)	(3,9)	(1,5)	-	(10,0)
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	-	-	2,7	0,9	0,5	-	4,1
Reprises d'amortissements sur acquisition/cession de filiales	-	-	-	-	1,2	-	1,2
Reclassements et autres mouvements sur amortissements	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2021, net des dépréciations et amortissements	19,1	52,3	21,7	24,0	6,1	3,7	126,9
Au 1 ^{er} janvier 2021							
Valeur brute	19,1	118,8	35,2	101,8	34,9	1,3	311,1
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(64,8)	(10,8)	(75,6)	(27,7)	-	(178,9)
MONTANT NET AU 1^{er} JANVIER 2021	19,1	54,0	24,4	26,2	7,2	1,3	132,1
Au 30 juin 2021							
Valeur brute	19,1	118,8	32,6	102,6	33,6	3,7	310,5
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(66,6)	(10,8)	(78,7)	(27,5)	-	(183,6)
MONTANT NET AU 30 JUIN 2021	19,1	52,3	21,7	24,0	6,1	3,7	126,9

16. Stocks

	Stocks de droits de diffusion	Stocks de marchandises	Total 30/06/2021
Au 1 ^{er} janvier 2021, net des dépréciations	263,9	6,1	270,0
Acquisitions	167,9	14,6	182,5
Acquisitions de filiales			
Cession de filiales			
Consommations	(139,6)	(10,8)	(150,5)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2021	2,5	0,1	2,7
Reclassement			
Au 30 juin 2021, net des dépréciations	294,7	9,9	304,6
Au 1 ^{er} janvier 2021			
Coût ou juste valeur	441,9	8,0	449,8
Cumul des dépréciations	(178,0)	(1,9)	(179,9)
Montant net au 1^{er} janvier 2021	263,9	6,1	270,0
Au 30 juin 2021			
Coût ou juste valeur	470,2	11,7	481,8
Cumul des dépréciations	(175,5)	(1,7)	(177,2)
Montant net au 30 juin 2021	294,7	9,9	304,6

17. Participations dans les coentreprises et entreprises associées

Les contributions des coentreprises et entreprises associées dans l'état de la situation financière consolidée et l'état du résultat global consolidé du Groupe sont les suivantes :

	% de détention	31/12/2020	Quote-part de résultat	Perte de valeur	Variation de périmètre	Dividendes versés	Reclassement	30/06/2021
Participations dans les coentreprises								
Série Club	50,0%	1,9	0,6	-	-	(1,7)	-	0,8
Panora Services	50,0%	0,4	(0,0)	-	-	-	-	0,4
Salto SNC	33,3%	-	(13,3)	-	-	-	13,3	-
Salto Gestion SAS	33,3%	0,0	0,0	-	-	-	-	0,0
Bedrock	50,0%	14,2	(3,9)	-	-	-	0,0	10,3
Participations dans les entreprises associées		105,6	0,4	-	5,0	(2,9)	(0,4)	107,6
Quicksign	23,9%	0,4	0,2	-	-	-	-	0,5
Stéphane Plaza France	49,0%	6,8	1,8	-	-	(2,9)	-	5,7
Elephorm	34,0%	2,9	0,1	-	-	-	-	3,0
Wild Buzz Agency	40,0%	0,2	0,0	-	-	-	-	0,3
Global Savings Group	41,5%	95,2	(2,8)	-	5,0	-	(0,4)	97,1
PARTICIPATIONS DANS LES COENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES		122,2	(17,4)	-	5,0	(4,6)	12,9	118,0

Global Savings Group

Sur le 1^{er} semestre 2021, le Groupe a participé à l'augmentation de capital de Global Savings Group et a racheté partiellement les parts des fondateurs pour 5,0 M€. Au 30 juin 2021, M6 Digital Services détient 41,5% du capital de Global Savings Group.

Salto

Le reclassement de 13,3 M€ correspond à la fraction de la perte du semestre qui est imputée à l'avance en compte-courant de 28,2 M€ (considérée comme une composante de la quote-part d'investissement du Groupe dans la société) consentie à cette dernière.

18. Instruments financiers

18.1. ACTIFS FINANCIERS

Les différentes catégories d'actifs financiers au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2021 sont présentées par poste du bilan dans le tableau ci-après :

	31/12/2020				Évaluation		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments	
						du résultat global	Coût amorti
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur	4,3	-	4,3	4,3	2,6	1,7	-
Autres actifs financiers non courants	23,7	-	23,7	23,7	0,6	-	23,1
Créances clients	377,3	(16,9)	360,5	360,5	-	-	360,5
Autres actifs financiers courants	12,1	(0,3)	11,8	11,8	-	-	11,8
Autres actifs courants	194,6	(0,9)	193,6	193,6	-	-	193,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	197,0	-	197,0	197,0	5,7	-	191,3
ACTIFS	809,0	(18,0)	791,0	791,0	8,9	1,7	780,4

	30/06/2021				Évaluation		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments	
						du résultat global	Coût amorti
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur	3,6	-	3,6	3,6	1,9	1,7	-
Autres actifs financiers non courants	31,4	-	31,4	31,4	0,6	-	30,8
Créances clients	369,8	(16,2)	353,6	353,6	-	-	353,6
Autres actifs financiers courants	3,1	(0,3)	2,8	2,8	-	-	2,8
Autres actifs courants	177,4	(0,9)	176,5	176,5	-	-	176,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	140,8	-	140,8	140,8	6,4	-	134,3
ACTIFS	726,1	(17,4)	708,7	708,7	9,0	1,7	698,1

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont constitués des titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées et des créances qui s'y rattachent directement.

La position au bilan est la suivante :

	Devise de Référence	% de détention	Juste valeur		Évaluation	
			30/06/2021	31/12/2020	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments du résultat global
2CED	Euro (€)	15,3%	1,8	1,8	1,8	-
Médiamétrie	Euro (€)	2,7%	1,0	1,0	-	1,0
Youmiam	Euro (€)	11,2%	-	0,7	-	-
Life TV	Euro (€)	12,5%	-	-	-	-
Alliance Gravity Data Média	Euro (€)	11,1%	0,4	0,4	-	0,4
European News Exchange	Euro (€)	20,0%	0,1	0,1	-	0,1
Fun Radio Belgique	Euro (€)	25,0%	0,1	0,1	-	0,1
Media Square	Euro (€)	8,3%	0,1	0,1	-	0,1
Cosmos	Euro (€)	16,7%	0,0	0,0	-	0,0
Mesrideaux	Euro (€)	5,3%	0,1	0,1	0,1	-
Autres	Euro (€)	-	0,0	0,0	-	0,0
TOTAL DES INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES			3,6	4,3	1,9	1,7

Autres actifs financiers

La position au bilan est la suivante :

	30/06/2021	31/12/2020
Comptes courants avec les coentreprises et entreprises associées	17,7	9,9
Obligations convertibles	3,8	3,8
Dépôts de garantie et autres avances en comptes courants	3,3	3,4
Créances sur cessions de filiales	6,0	6,0
Autres actifs financiers	0,6	0,6
AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	31,4	23,7
Créances sur cessions de filiales	2,8	11,8
Autres actifs financiers	0,0	0,0
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	2,8	11,8

La hausse des autres actifs financiers reflète l'augmentation des avances en compte courant consenties à Bedrock et Salto.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 140,8 M€ au 30 juin 2021 contre 197,0 M€ au 31 décembre 2020.

Les comptes et dépôts à terme sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur (juste valeur par résultat).

En application de la politique de placement décrite en note 19.3 du document d'enregistrement universel 2020, la quasi-intégralité des sommes est placée en comptes à vue rémunérés et dépôts à terme, d'une durée moyenne inférieure à 90 jours, auprès de contreparties de qualité "investment grade".

18.2. PASSIFS FINANCIERS

Les différentes catégories de passifs financiers aux 31 décembre 2020 et 30 juin 2021 sont présentées par poste du bilan dans le tableau ci-après :

	31/12/2020				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat ou capitaux propres	Coût amorti	Ventilation par catégorie d'instruments Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	126,2	126,2	-	126,2	-
Dettes locatives non courantes	22,2	22,2	-	22,2	-
Autres passifs financiers non courants	2,8	2,8	-	2,8	-
Autres dettes non courantes	0,5	0,5	-	0,5	-
Dettes financières courantes	0,7	0,7	-	0,7	-
Dettes locatives courantes	5,6	5,6	-	5,6	-
Instruments financiers dérivés	0,2	0,2	-	-	0,2
Autres passifs financiers courants	4,3	4,3	-	4,3	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	384,3	384,3	-	384,3	-
Autres dettes d'exploitation	12,9	12,9	-	12,9	-
Dettes fiscales et sociales	121,4	121,4	-	121,4	-
Dettes sur immobilisations courantes	21,1	21,1	-	21,1	-
PASSIFS	702,3	702,3	-	702,1	0,2

	30/06/2021		Ventilation par catégorie d'instruments		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat ou capitaux propres	Coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	126,2	126,2	-	126,2	-
Dettes locatives non courantes	19,9	19,9	-	19,9	-
Autres passifs financiers non courants	-	-	-	-	-
Autres dettes non courantes	0,2	0,2	-	0,2	-
Dettes financières courantes	1,6	1,6	-	1,6	-
Dettes locatives courantes	5,0	5,0	-	5,0	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers courants	7,2	7,2	-	7,2	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	394,9	394,9	-	394,9	-
Autres dettes d'exploitation	22,1	22,1	-	22,1	-
Dettes fiscales et sociales	102,6	102,6	-	102,6	-
Dettes sur immobilisations courantes	16,0	16,0	-	16,0	-
PASSIFS	695,7	695,7	-	695,7	-

Dettes financières

Les positions d'endettement sont les suivantes :

	30/06/2021	31/12/2020
Dettes bancaires et obligataires	126,1	126,1
Autres	0,1	0,1
TOTAL DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES	126,2	126,2
Dettes bancaires et lignes de crédits	1,6	0,7
TOTAL DETTES FINANCIÈRES COURANTES	1,6	0,7

Dettes financières non courantes :

Elles sont constituées :

- de l'emprunt obligataire Euro PP de 50,0 M€ émis le 28 juillet 2017, qui porte intérêt au taux annuel de 1,5 % pour un remboursement in fine à échéance 7 ans (1^{er} août 2024) ;
- et de l'emprunt Schuldschein de 75,0 M€ émis le 24 juillet 2019, composé d'une ligne de 65,0 M€ au taux fixe de 1,0% et d'une ligne de 10,0 M€ au taux variable Euribor 6 mois majoré d'une marge de 1,0% (soit un taux de 1,0% au 30 juin 2021) ;
- d'un prêt garanti par l'Etat de 0,8 M€ mis en place en septembre 2020 au profit de la société Ctzar.

Dettes financières courantes

Le groupe dispose de trois lignes de crédit bancaire renouvelables pour un montant total de 180,0 M€, afin de se prémunir contre le risque de liquidité tel que décrit en note 19.2 du document d'enregistrement universel 2020.

Au 30 juin 2021, ces lignes ne sont pas tirées (elles ne l'étaient pas non plus au 31 décembre 2020).

Par ailleurs, le Groupe dispose d'une ligne de crédit auprès de son actionnaire principal (Bayard d'Antin) pour un tirage maximal de 50,0 M€. Au 30 juin 2021, cette ligne n'est pas tirée.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers courants de 7,2 M€ incluent la dette relative aux deux contrats d'achat à terme de 300 000 et 200 000 actions propres, avec comme échéances respectives les 30 juillet 2021 et 31 mars 2022.

18.3. VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DANS LA HIÉRARCHIE DE JUSTE VALEUR

Les informations à fournir requises par la norme IFRS 7 sont classées selon une hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées pour faire les évaluations. Cette hiérarchie de la juste valeur est la suivante :

- Niveau 1 : des cours/prix cotés (non ajustés) issus de marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données autres que les cours/prix cotés de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (par exemple, des prix), soit indirectement (par exemple, des éléments dérivant de prix) ;
- Niveau 3 : des données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (informations non observables).

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	Cours cotés	Données observables	Données non observables
31/12/2020			
Instruments de capitaux propres	-	-	4,3
Autres actifs financiers non courants	-	0,6	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie :			
Dépôts à terme	-	5,7	-
ACTIFS	-	6,3	4,3

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	Cours cotés	Données observables	Données non observables
30/06/2021			
Instruments de capitaux propres	-	-	3,6
Autres actifs financiers non courants	-	0,6	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie :			
Dépôts à terme	-	6,4	-
ACTIFS	-	7,0	3,6

19. Actions composant le capital de Métropole Télévision

(en milliers)	Actions ordinaires émises	Titres autodétenteurs	Actions en circulation
NOMBRE D' ACTIONS AU 1^{ER} JANVIER 2020	126 414	696	125 718
Variation des actions propres :			
- détenues à des fins d'attribution d'actions de performance	-	(296)	-
- détenues dans le cadre du contrat de liquidité	-	23	-
NOMBRE D' ACTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2020	126 414	422	125 991
Variation des actions propres :			
- détenues à des fins d'attribution d'actions de performance	-	(233)	-
- détenues dans le cadre du contrat de liquidité	-	(45)	-
NOMBRE D' ACTIONS AU 30 JUIN 2021	126 414	145	126 269

Les actions composant le capital de Métropole Télévision sont toutes des actions ordinaires avec un droit de vote simple. Elles sont entièrement libérées.

Quatre plans d'attribution d'actions de performance, accordés à certains cadres et cadres dirigeants du Groupe, sont en place au 30 juin 2021 (cf. note 8 - *Rémunérations en actions*).

La livraison de ces actions de performance n'aura toutefois pas d'impact sur le capital de Métropole Télévision puisqu'elle sera couverte par les contrats d'achat à terme d'actions propres portant sur 500 000 titres (cf. note 18.2 - *Passifs financiers*) et par les actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

20. Provisions

Les provisions ont évolué de la façon suivante sur le premier semestre 2021 :

	Provisions pour retraite	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges	Provisions sur droits hors bilan	Autres provisions pour charges	Total
Au 1 ^{er} janvier 2021	42,8	-	15,9	6,2	9,8	74,8
Acquisitions de filiales	-	-	-	-	-	-
Cessions de filiales	(0,0)	-	-	-	-	(0,0)
Dotations de la période	1,4	-	3,3	0,5	3,0	8,2
Utilisation	(0,2)	-	(1,1)	(5,1)	(1,2)	(7,6)
Reprise non utilisée	(0,3)	-	(2,0)	-	(0,2)	(2,5)
Autres variations	(1,8)	-	-	-	-	(1,8)
Au 30 juin 2021	41,9	-	16,1	1,7	11,4	71,1
Courant au 1 ^{er} janvier 2021	-	-	15,9	6,2	9,8	32,0
Non courant au 1 ^{er} janvier 2021	42,8	-	-	-	-	42,8
TOTAL	42,8	-	15,9	6,2	9,8	74,8
Courant au 30 juin 2021	-	-	16,1	1,7	11,4	29,2
Non courant au 30 juin 2021	41,9	-	-	-	-	41,9
TOTAL	41,9	-	16,1	1,7	11,4	71,1

Au 30 juin 2021 et 31 décembre 2020, les provisions se ventilent par secteur d'activité de la façon suivante :

	30/06/2021	31/12/2020
Télévision	40,1	43,4
Radio	21,7	23,2
Production et Droits Audiovisuels	3,9	3,8
Diversifications	5,4	4,3
Autres	0,1	0,1
TOTAL	71,1	74,8

- Les provisions pour retraite correspondent aux engagements pris au titre des indemnités de départ en retraite qui ne sont pas couverts par un contrat d'assurance ou des actifs dédiés.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

En %	30/06/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation	1,20	0,90
Augmentations de salaires futures *	2,67	2,67
Taux d'inflation	2,00	2,00

* médiane établie en fonction de l'âge et du statut

Le taux d'actualisation est déterminé à la date de clôture à partir des taux de marché pour des obligations d'entreprises privées de première catégorie en référence à la notation AA, et en fonction de la durée et des caractéristiques du régime.

Les valeurs actualisées de l'obligation ont évolué de la façon suivante :

	30/06/2021	31/12/2020
Obligation à l'ouverture	42,8	45,0
Coût du service courant	1,2	2,7
Coûts des intérêts sur l'obligation	0,2	0,3
Réductions	(0,3)	(0,3)
Prestations versées	(0,2)	(1,3)
Modification de régime	-	(0,3)
Écarts actuariels - Changements d'hypothèse financière	(1,8)	(1,0)
Écarts actuariels - Effet d'expérience	-	(1,1)
Variation de périmètre	(0,0)	(1,2)
OBLIGATION À LA CLÔTURE	41,9	42,8

- Les litiges inclus dans le poste « provisions pour litiges » se rapportent à l'ensemble des procédures judiciaires engagées contre une ou des sociétés du Groupe et pour lesquelles une issue défavorable pour le Groupe est probable. Dans une très grande majorité des cas, le litige a dépassé le stade du précontentieux et est en cours d'examen, de jugement ou d'appel par les tribunaux compétents (commerce, prud'hommes, instance, correctionnel ou cour de cassation).

Les informations complémentaires relatives aux litiges en cours ne sont pas présentées individuellement dans la mesure où la communication de ces éléments pourrait être préjudiciable au Groupe.

- Les provisions sur droits hors bilan se rapportent à une perte de valeur de droits de diffusion que le Groupe s'est engagé à acquérir mais qui ne figurent pas encore en stocks au bilan.

En effet, la charge résultant de la probabilité de non-diffusion d'un droit non ouvert (et donc classé en engagement hors bilan), ne pouvant être constatée à travers la dépréciation d'un actif au bilan, est donc reconnue par le biais d'une provision pour risques et charges.

Cette dépréciation d'un droit non ouvert s'inscrit dans la logique de fonctionnement du marché des droits audiovisuels puisque les chaînes de télévision sont généralement engagées dans des accords d'approvisionnement avec des producteurs sur des productions futures sans qu'elles aient la certitude que l'ensemble de ces dernières soient de qualité homogène et diffusable au regard de leurs lignes éditoriales et de leurs cibles d'audience.

Dans tous les cas, les dépréciations sont appréciées et définies en concertation avec les directions des programmes des chaînes du Groupe, dans le cadre d'une revue de portefeuille, titre par titre, au regard des objectifs d'audience attachés à chaque programme et de la ligne éditoriale.

- Les " autres provisions pour charges " se rapportent à des coûts que le Groupe devrait supporter dans le cadre de l'exécution d'un contrat ou de ses obligations réglementaires et fiscales sans qu'à ce stade les sommes dues ne soient exigibles ou n'aient été exigées, notamment dans le cadre d'une procédure contentieuse ou judiciaire.
- Les montants reportés pour les trois dernières natures de provisions correspondent à la meilleure estimation possible de la sortie de ressources futures pour le Groupe compte tenu des réclamations des plaignants, des jugements déjà prononcés le cas échéant ou de l'appréciation de la direction au regard d'expériences similaires et/ou des calculs réalisés par la direction financière.

Le Groupe considère que les échéances de décaissements liées à ces provisions s'inscrivent dans le cadre du cycle normal de l'exploitation du Groupe, ce qui justifie la classification de ces provisions en provisions courantes.

21. Parties liées

Les transactions avec les parties liées sont de même nature que celles décrites dans la note 25 « Parties liées » de l'annexe aux comptes consolidés clos au 31 décembre 2020.

22. Événements post clôture

À la connaissance de la Société, aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} juillet 2021 susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.



RTL2

LE SON POP ROCK

RTL2

LE SON POP ROCK

REPRODUCIBLE
SONOS

REPRODUCIBLE
SONOS

LE SON POP ROCK

6

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

**6.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

64

**6.2 ATTESTATION DU
RESPONSABLE**

65

6.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG S.A.

Tour Eqho - 2, avenue Gambetta - CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First - TSA 14444
92037 Paris - La Défense Cedex

Métropole Télévision

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Métropole Télévision, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 27 juillet 2021

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit

Grégoire Menou

Xavier Troupel

ERNST & YOUNG et Autres

François-Guillaume Postel

6.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Neuilly-sur-Seine le 27 juillet 2021

Nicolas de Tavernost
Président du Directoire

Conception et Réalisation



pomelo-paradigm.com/pomdocpro/

MÉTROPOLE TÉLÉVISION

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance

au capital de 50 565 699,20 €

89, Avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Tél. : 01 41 92 66 66
internet : www.groupem6.fr

339 012 452 RCS Nanterre

Siret : 339 012 452 00084

APE : 6020 A



**S'ÉTONNER,
VIBRER,
PARTAGER**

MÉTROPOLE TÉLÉVISION

89 AVENUE CHARLES DE GAULLE - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

☎ 01 41 92 66 66 - www.groupem6.fr